

# rouge

quotidien communiste révolutionnaire 1F80.

Luxembourg : 15 FL / Hollande : 1 florin / Portugal : 15 Esc / Italie : 350 L / Belgique : 18 FB / Grèce : 22 DR / Suisse : 1 FS / Suède : 2,25 KR / Algérie : 1,60 dinar / Maroc : 2,10 dirams

Après la rupture des négociations à Jérusalem

## L'ARROGANCE SIONISTE

• Begin a retrouvé le ton du colon raciste



Vance et Begin à Jérusalem après la rupture des négociations (UPI)

De notre correspondant à Tel-Aviv

La rupture des négociations israélo-égyptiennes par Sadate a provoqué, en Israël, un sentiment de soulagement diffus, mais réel : Israël n'est pas prêt à la paix. Depuis les premiers instants de l'initiative de Sadate, il y a deux mois, un malaise persistant apparaissait à travers les réactions des personnalités sionistes et dans les commentaires des éditorialistes et autres experts du conflit israélo-arabe. Tout se passait comme si Israël se trouvait piégée par l'offensive de paix du président Sadate, condamné à s'adapter à un nouveau langage et à une nouvelle politique, condamné à jouer le dangereux jeu de la paix. Or, ni la société israélienne ni ses dirigeants ne se sentent à l'aise dans un cadre où modération et conciliation sont de mise et non plus arrogance et agressivité.

Soixante ans d'agression et d'état de guerre ont créé une mentalité dont les lignes de force entrent en conflit avec le langage de la main tendue et de la réconciliation. Ceci d'autant plus que cette mentalité reflète des intérêts politiques bien définis : l'expansionnisme territorial et la nécessité d'un état de guerre permanent sans lequel la société sioniste perd non seulement sa stabilité interne mais surtout la raison du soutien économique et militaire dont elle ne peut se passer.

Les erreurs politiques de Begin qui, emporté par l'offensive

pacifique de Sadate, s'engage au début à se retirer de l'ensemble du Sinaï, reflète la confusion d'une direction politique, plus à l'aise à donner des ordres à ses bataillons, qu'à répondre avec cohérence à des offres de coexistence pacifique. Dans le jeu de la paix, il faut faire des concessions et l'Etat sioniste ne sait pas faire des concessions à froid.

Ceci d'ailleurs, Sadate l'a partiellement compris en tentant de maintenir par toute une série de coups d'éclat le thermomètre de son initiative à un haut niveau.

Mais Israël ne l'a pas moins compris, qui a tout fait pour faire baisser la tension et le rythme des pourparlers de paix. Le principal atout de Sadate, c'était d'abord l'aspect spectaculaire de son initiative. En réussissant à « banaliser » les négociations, les dirigeants sionistes ont réussi à lui retirer sa carte maîtresse, à reprendre l'initiative et à mener les pourparlers dans une impasse.

Depuis deux semaines, on sent les dirigeants sionistes plus à l'aise. Depuis, Begin, a pu récupérer son rôle et reprendre les principales tirades d'un répertoire où personne ne peut le remplacer : « les droits inaliénables du peuple juif sur l'ensemble de la Palestine, les deux millénaires de tragédie juive, l'alliance sacrée de Dieu, la terre d'Israël et le peuple d'Israël, le refus de se soumettre aux pressions arabes. »

(Suite page 9)

N° 556 SAM 21-DIM 22 JANVIER 1977

## La CGT Renault Billancourt en recul

Les travailleurs de Renault-Billancourt viennent d'élire leurs délégués du personnel. Les résultats du deuxième collège rendus publics hier confirment, en les amplifiant, les variations constatées, la semaine dernière, lors des élections du premier collège. Cette fois, la CGT perd près de 10 %, alors que la CFDT gagne près de 4 % et la CGC cadres 2 %. Rappelons que, dans le collège ouvriers, l'influence de la CGT a baissé de près de 5 %, pendant que CFDT, FO et CSL (ex-CFT) gagnaient chacune plus de 1 %.

Première constatation : ces variations sont supérieures aux fluctuations habituellement observées à Billancourt depuis 1968. Elles ont incontestablement une portée générale.

La progression de la CGC a été particulièrement sensible dans les secteurs où les abstentions ont décliné. Le personnel d'encadrement s'est déplacé cette année pour dire non aux organisations ouvrières. Allant de pair avec le doublement des voix de l'ex-CFT dans le premier collège, ce phénomène indique le durcissement à droite d'une fraction des cadres et de la maîtrise, se préparant à des affrontements avec le mouvement ouvrier. Mais l'enseignement le plus notable de ces élections est évidemment l'importante baisse de la CGT. Dans le premier collège, les défaites successives de toutes les luttes sectorielles expliquent sans doute ce recul, notamment parmi les travailleurs immigrés. Dans le deuxième collège, là où se trouvent les techniciens les plus sensibles au développement du PS, le poids de la situation politique à joué : la CGT paye l'alignement des positions de la direction du syndicat sur le PC.

La CGT demeure le syndicat largement majoritaire à Billancourt. C'est un fait. Mais le sérieux avertissement reçu dans ce bastion illustre les conséquences de la tactique choisie par sa direction. C'en est un autre tout aussi important à méditer.

## Les évêques contre la guillotine

- La commission sociale de l'épiscopat français tiendra lundi une conférence de presse au cours de laquelle elle annoncera sa prise de position contre la peine de mort. Il en aura fallu des années, voire même des siècles pour que l'Eglise française en arrive à ce résultat. Enfin... Mieux vaut tard que jamais. Il y a peu lors d'une émission télévisée, l'immortel Peyrefitte, ministre de la Justice, expliquait que l'on ne pouvait supprimer la guillotine car une majorité de Français ne le comprendrait pas. Il serait intéressant de connaître les résultats d'un sondage effectué après la prise de position de l'Eglise.



## « Rouge » en Egypte

- Lundi, mardi et mercredi, dans « Rouge », reportage en Egypte, la situation sociale, l'état du mouvement ouvrier et la situation de l'opposition de gauche à Sadate.



Présidée par un haut magistrat,  
« légitime défense »  
veut une répression plus « musclée »

# TIREZ A VUE

Il y a quelques jours plusieurs personnalités créaient une association « Légitime défense » à Paris. Son but est clair et net comme le couperet de la guillotine : « affirmer le droit à la légitime défense de soi-même et d'autrui et d'obtenir une protection efficace pour toutes les victimes de violences en exigeant une répression énergique des crimes et délits ». Il va de soi que de tels principes ne sauraient s'appliquer au policier qui abat par erreur un passant. Cette nouvelle association s'inscrit dans l'air du temps au même titre que les diverses milices privées si les noms des membres constitutifs ne retenaient une attention particulière.

Le président de Légitime défense se nomme François Romerie. Il fut dans les années 1960, le premier président de la Cour de Sécurité de l'Etat, cette cour scélérate toute à la dévotion du général de Gaulle. Ce fut Romerie qui eut l'insigne honneur d'introduire ou plutôt de réintroduire dans la justice française des méthodes qui vingt ans plus tôt avait fait leurs preuves, au temps de la « section spéciale », justice aux ordres de Vichy et des nazis. Il dirigea les procès contre les organisations d'extrême gauche dissoutes sur demande du ministre de l'Intérieur Raymond Marcellin. Il mena rondement les attaques contre les Comités de soldats et sut faire preuve d'une grande souplesse jusqu'à ce qu'il atteigne l'âge de la retraite. Nous trouvons à ses côtés un autre magistrat, Raymond Fabre, vice-président du tribunal de grande instance de Bobigny. Deux hommes qui ont compris ce que voulait dire la notion de réserve. Jusqu'à nouvel ordre aucune information ne nous est parvenue concernant d'éventuelles poursuites de la part du ministre de la Justice Peyrefitte si chatouilleux lorsqu'il s'agit de l'indépen-

dance de la justice... Le vice-président de cette association est M. Claude Aupeix, président de la fédération professionnelle de la Police, une scission du Syndicat Professionnel indépendant de la Police (SPIN) enfant chéri de Marcellin en 1973. Ses positions ne sont guère éloignées de celles de la CFT et le ministre de l'Intérieur sut utiliser le SPIN pour tenter d'abattre le Syndicat autonome. Mal lui en prit.

## Un supporter du brigadier « flingueur »

Le trésorier est Max Florentin, président fondateur de l'International Police Association. L'IPA est un organisme à but culturel, qui théoriquement ne se mêle pas de politique. Or Monsieur Florentin est un homme qui adore écrire puisqu'il a pris position récemment pour le brigadier Marchaudon, celui là même qui a abattu « par erreur » trois petits malfaiteurs dans des conditions pour le moins curieuses. Florentin a l'habitude d'inonder les syndicats de police de coupures de

presse qu'il anote soigneusement de considérations toute personnelles, mais allant toutes dans le sens « d'une justice plus expéditive ».

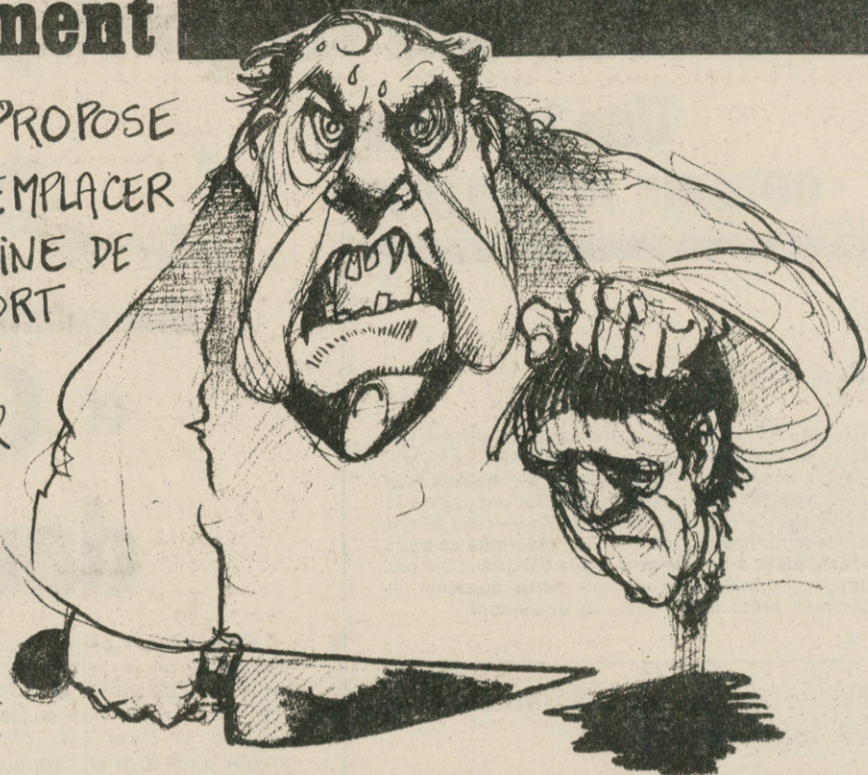
Ce ne sont pas des inconnus qui aujourd'hui cautionnent officiellement toutes les bavures à venir.

L'association Légitime défense a devant elle un avenir prometteur. Désormais, les milices privées pourront se développer en toute quiétude. Elles ont des protecteurs bien placés. Et elles ne risqueront pas d'être inculpées pour apologie de crime, de meurtre. Le plus inquiétant dans cette affaire est l'existence au sein même de l'appareil d'Etat de groupes de pression allant toujours dans un sens plus répressif.

La situation politique actuelle ne se prête pas à la naissance de groupes parallèles qui appliqueraient leur justice propre. Mais il est hors de doute que une association telle que Légitime défense ne peut que favoriser une telle éventualité si un jour l'appareil d'Etat apparaissait comme faible. Phénomène inquiétant : il résonne comme le bruit des bottes et prouve qu'il y a des endroits où l'on prépare « l'avenir » au cas où...

JE PROPOSE  
DE REMPLACER  
LA PEINE DE  
MORT  
PAR LE  
PLAISIR  
DE  
MORT

PAULÉ



Philippe Kadi, abattu le 11 janvier à Paris

## DANGER : POLICE

La lettre ouverte que nous publions ci-dessous a été écrite par des jeunes du XV<sup>e</sup> arrondissement de Paris après la quasi-exécution de leur ami Philippe Kadi par un inspecteur de la brigade de répression du banditisme. « Plus de policiers pour plus de sécurité » martèle en ce moment une campagne qu'on croirait orchestrée par les amis de Poniatowski, mais qui est, en réalité, devenue l'un des axes de la campagne électorale du PCF. Les amis de Philippe Kadi retournent l'argument : ils réclament justice contre la police pour leur ami abattu comme un chien, et cela au nom de leur sécurité, au nom de la sécurité de tous les jeunes.

## Lettre ouverte

Philippe Kadi, jeune de 20 ans, a été abattu par un inspecteur de la BRB (brigade de répression du banditisme) lors d'une arrestation suite à une tentative de vol de voiture, mercredi 11 janvier 1978, rue de la Quintinie, Paris XV<sup>e</sup>.

Philippe n'était pas armé. Quel que soit le déroulement des faits, en aucun cas, cela ne justifie un acte aussi lâche.

Il était d'ailleurs connu des services de police qui avaient le retrouver.

Hier un Gitan, aujourd'hui Philippe. C'est le droit à la vie des jeunes qui se trouve posé à travers la mort de Philippe.

En demandant justice pour lui c'est la sécurité pour nous et pour tous les jeunes que nous exigeons.

Ses amis du XV<sup>e</sup>

Venez très nombreux à la réunion-débat qui aura lieu le dimanche 22 janvier 1978 à 15 h au Foyer de Grenelle, 17 rue de l'Avre, Paris XV<sup>e</sup>.

## Une campagne de l'Humanité et de la municipalité de Vitry LE PCF VEILLE SUR NOTRE SECURITE

La PCF a peur. Peur de ce qu'il appelle, en bien mauvaise compagnie, « la montée de la violence », peur de ce qu'il appelle encore « la délinquance impunie ». La population se terrerait, inquiète, n'osant plus sortir la soir de crainte des agressions. Des forces obscures orchestreraient des attentats en Corse, en Bretagne, autant de provocations contre les « forces démocratiques » destinées à servir le dessein d'une droite inquiète de perdre le pouvoir en suscitant un réflexe d'ordre. Mélangeant pour l'occasion les attentats politiques, le banditisme et les réactions de violence de jeunes parqués dans des cités, souvent au chômage exclus de tous les endroits « honorables », le PCF pose au champion de l'ordre, au parti responsable candidat au gouvernement, et lance ses forces dans une campagne pour la sécurité.

« Combat pour la sécurité », « Réduire la délinquance » titrait « l'Humanité » hier matin pour présenter une conférence de presse de Charles Fiterman : « Les propositions communistes face à la montée de la violence ». C'est « afin d'assumer les responsabilités qui sont aujourd'hui — et qui pourront être demain — les siennes » que le PCF fait quatre propositions : améliorer le cadre de vie, développer une action de prévention, animer la vie des cités et donner aux forces de police les moyens de jouer leur rôle : assurer la sécurité des personnes. Il est précisé que ce travail devrait être leur rôle exclusif.

Parlant des responsabilités qui pourront demain être les siennes, le PCF indique sans équivoque que la politique qu'il préconise aujourd'hui exprime sa conception de l'ordre public, du rôle de l'Etat et de ses auxiliaires armés que sont les policiers, au cas où demain il gouvernerait. Cette politique est déjà en pratique dans les municipalités où il est majoritaire. C'est le cas à Vitry, dans la banlieue parisienne.

Dès l'entrée de la ville, d'énormes affiches bleues lumineuses, vous invite à vous inquiéter de la « sécurité publique ». Les panneaux Jean-Claude Decaux sont le support d'une campagne dont les deux points d'orgue furent la pétition municipale réclamant que Vitry ait enfin son commissariat et une assemblée convoquée par la mairie samedi dernier, salle Maurice-Thorez.

12 000 personnes ont été individuellement convaincues qu'elles vivent dangereusement. Le moindre accrochage était monté en épingle. Haro sur les jeunes des cités, et en particuliers sur ceux de la cité Balzac. Ils vivent dans un véritable ghetto, à mille lieues du centre-ville, sans moyens de communication, sans endroit pour « vivre », « vivre, vivre enfin » dit une affiche du PCF, et souvent ils éclatent, ils devien-

nent ce que les flics appellent des délinquants.

C'est cette situation que la municipalité a exploité pour obtenir son commissariat. Ce sont ces jeunes qu'elle appelle « La petite minorité de ceux qui voient dans le débrouillage, le vol, la violence, une manière de vivre comme une autre, imposant leur loi, la loi de la jungle ». Et si elle explique, que bien sûr c'est le grand capital qui est responsable, elle ne leur propose rien d'autre que d'avoir les moyens de mieux les contrôler, soit par des mesures de prévention comme la nomination d'éducateurs, mais c'est une politique qui coûte cher, soit directement par les flics, et c'est en fait l'option qui a été choisie. Car leur commissariat, ils l'obtiendront, ce n'est pas vrai que le gouvernement, qui a annoncé qu'il y aurait 10 000 flics supplémentaires au cours de la présentation du programme de Blois, poursuive quelque satanique dessein en le leur refusant. C'est seulement une question de crédits.

## Pourquoi cette campagne ?

Tous les moyens auront été bons. Mercredi 11 janvier, les locaux de l'union locale CGT de Vitry ont été saccagés. D'habitude, la PCF y voit avec vraisemblance la main des fascistes ou de la droite. Cette fois pas du tout. L'attentat est mis sur le compte de vandales et l'article du *Travailleur* (le journal local du PCF) embraye sans problème sur la « sécurité publique », « le vandalisme de voyous au CES Rabelais », pour conclure qu'il faut un commissariat. Au passage, les « groupuscules » qui dénoncent le caractère réactionnaire de cette campagne seront épinglés.

On peut s'interroger sur l'opportunité d'une telle campagne maintenant. Surtout si on se rappelle que les occasions de mobilisations contre les exactions d'hommes de mains de la droite n'ont pas manqué.

Quand la chocolaterie qui abritait un foyer de travailleurs noirs a brûlé, quand en juillet 1973, deux travailleurs immigrés ont été assassinés sur les quais de Vitry, n'étaient-ce pas le moment ? Apparemment pas puisque de mémoire d'habitant de Vitry on n'avait jamais vu un tel matraquage. Il est vrai aussi que personne n'aurait avalé la pilule d'un commissariat pour protéger... les travailleurs immigrés ! Tandis que pour protéger les citoyens...

Que deviennent dans ces conditions les travailleurs et leurs organisations, la prise en main par eux-mêmes de leurs propres problèmes ?

Ce n'est manifestement pas l'orientation du PCF qui fait plus confiance à l'Etat, à son renforcement, faute de vouloir faire confiance à une mobilisation ouvrière qui n'est pas souhaitée.

## Des voix discordantes

Une opposition s'est manifestée, dès l'assemblée du 14, salle Maurice-Thorez. Un tract unitaire des organisations d'extrême gauche et des associations opposées à l'appel aux flics avait été distribué et il put y avoir des interventions quand la parole fut donnée à la salle.

Mais la séance fut rapidement levée. Cette contestation ne jouait pas le jeu d'une municipalité forte de ses 12 000 signataires et soucieuse

de répondre à un besoin de la population. Comme près la moitié de la salle contestait, promesse fut faite de permettre aux « opposants » d'organiser leur propre meeting dans la même salle. C'est une conception du débat, plutôt de son refus, mais la promesse a été prise au mot. 150 personnes continuèrent à débattre : d'où vient la violence, à quoi sert la police ? Et une campagne d'explication et de mobilisation a été décidée au cours d'une première réunion tenue jeudi. Elle devait aboutir au meeting promis à la mi-février.

Par la mobilisation et la lutte collective, il s'agit de trouver d'autres réponses et aussi de désarmer une campagne qui est « réactionnaire » au sens propre. Car il n'est pas vrai que les flics soient une réponse à la violence, même les réactionnaires intelligents le disent. S'il veulent quand même plus de flics, c'est pour de tout autres raisons, c'est pour se protéger contre la classe ouvrière et la jeunesse.

David Freiman

## Dans la rubrique merde j'ai glissé, tiens il est mort

Un gendarme a tué jeudi un jeune cambrioleur dans la Seine-et-Marne. Affaire d'une banalité affligeante :

le gendarme chute tandis que le canon de son arme se lève. La balle part et rencontre la nuque du jeune homme qui meurt. La bavure parfaite.

## Une journée comme les autres

### ● Crise à Dreux

La municipalité de Dreux à majorité socialiste dirigée par P. Gaspard est en crise. Les six élus communistes ont voté, jeudi soir, contre le budget 1978 en raison d'une hausse trop importante (20 à 25 %) des impôts locaux. Ils ont quitté la salle lors d'une séance publique du conseil municipal et ont démissionné de leurs responsabilités. Aux élections de mars dernier, les candidats communistes n'avaient pourtant pas présenté de programme alternatif sur cette question et s'étaient déclarés prêts à la solidarité de gestion.

### ● Agression contre les distributeurs de « Spirite rouge »

On nous apprend qu'à Spire lors d'une distribution par de jeunes civils allemands du n° 22 de « Spirite rouge », bulletin du comité de soldats de la garnison, deux individus ont agressé les distributeurs. Ils ont sauté d'une voiture immatriculée en RFA, ont arraché une quarantaine de numéros et se sont surtout acharnés contre une jeune fille. Ils l'ont frappé au visage et lui ont donné des coups de pied. Les distributeurs de « Spirite rouge », qui depuis longtemps n'ont pas eu ces difficultés, ont porté plainte pour vol et coups et blessures.

### ● Aujourd'hui, manifestation contre le viol

Les groupes femmes du Mans organisent, samedi 21 janvier, à 15 heures, une manifestation contre le viol. Cette initiative est prévue à l'occasion du procès pour viol qui aura lieu mercredi prochain. Il ne s'agit pas, semble-t-il, pour les groupes locaux de faire un appel au renforcement de la répression (la prison n'a pas de valeur thérapeutique), mais de faire reconnaître le droit des femmes à disposer librement de leur corps et de circuler librement sans avoir besoin de la protection d'un homme pour échapper aux agressions.

Rendez-vous, samedi 15 h, rue des Minimes.

### ● Rassemblement autonome à Strasbourg ce week-end ?

Les 21 et 22 janvier, à Strasbourg, se déroulera, peut-être, un rassemblement international contre la répression à l'appel d'un « Coordination des groupes autonomes ».

« Pourquoi Strasbourg ? Pour deux raisons essentielles : cette ville est à la fois la capitale de l'Europe des polices et une des villes de France les plus proches de RFA (la prison de Stuttgart n'est pas loin) », expliquent les autonomes. Ils précisent : « Ce rassemblement ne se veut pas un Bologne à la française, ou les chefs de groupes politiques monopolisent la parole pour faire passer leur ligne. En fait, Strasbourg sera ce que les participants voudront en faire. » Malgré tout, « Strasbourg doit être le début de la recomposition du mouvement révolutionnaire en France sur des bases nouvelles. » Pas moins.

Mais cet ambitieux projet ne semble pas satisfaire tout le monde. Le courant autonome regroupé autour de la revue « Camarades » a déjà annoncé qu'il boycotterait le rassemblement. Il craint la manipulation de la « Coordination ». Il émet aussi de sérieux doutes sur la participation internationale.

D'autre part, les présidents des trois universités de Strasbourg ont annoncé qu'ils refusaient d'accueillir le « rassemblement » sur les campus, « par craintes de troubles graves ».

### ● Inquiétude patronale

« Les Echos » publient un sondage réalisé par Marketing Office auprès de 500 chefs d'entreprise. Il en ressort que 67 % d'entre eux sont incertains sur l'avenir de leur entreprise. Le plan Barre aurait été pour eux sans influence (47,2 %) quand il n'a pas été négatif (42,2 %). 82 % d'entre eux redoutent l'arrivée de la gauche au pouvoir tandis qu'un patron sur quatre craint aussi les lendemains d'une victoire de la majorité.

### ● Des Chinois à Rhone-Poulenc

Mme Teng Ying-chao, vice-présidente de l'Assemblée nationale chinoise, a prononcé, mercredi soir, un discours à l'occasion de sa visite au Cambodge. Elle a réaffirmé le soutien apporté par Pékin au PCK et son principal dirigeant, Pol Pot, et a félicité « les troupes révolutionnaires qui ont pu défendre énergiquement l'indépendance de leur pays contre tous les ennemis ». Elle a enfin rappelé les « cinq principes » de la « coexistence pacifique ». Quant à Nuom Chea, président de l'Assemblée populaire cambodgienne, il a affirmé que les khmers « ne cherchent d'histoire à personnes » mais doivent « lutter contre les actes de subversion, les tentatives de coup d'Etat et les actes d'agression ».

En réponse aux accusations de Phnom Penh, Hanoi a formellement nié, mercredi, vouloir créer une « Fédération indochinoise » mais estime néanmoins que le Vietnam, le Cambodge doivent « développer leurs rapports spéciaux » dans leur œuvre « d'édification et de défense nationale ».



## GRATUITÉ DES TRANSPORTS

Une commission jeune CGT soutient la campagne transport

# « Quatorze heures dans un train bondé »

« Retour de « perm » — il fait froid, on a sommeil — des heures de train... C'est la nuit et on n'est pas encore rentré à la caserne... Cinquante kilomètres en camion-frigo ? En car à 15 francs la place ? En taxi bouffe-solde (150 à 200 F) ? En stop à attendre une heure durant à un carrefour ? »

Tel est le triste tableau que dresse dans un tract distribué aux permissionnaires, le collectif des comités de soldats de Verdun.

L'armée compte les per-

missions en heures, 36, 48, 72. Mais elle est prompte à relever le moindre retard, elle se moque pas mal du temps perdu dans les transports et à attendre les correspondances dans les halls de gare. « Certains viennent de Vendée, d'autres de Bretagne ou du Nord (...) et ces fameuses permissions qu'on attend avec impatience, qu'est-ce que c'est ? Des transports payants, de l'attente, de la fatigue, trois, six, parfois même quatorze heures dans un train bondé. »

Les soldats de Verdun appellent à signer massivement la pétition nationale pour les transports gratuits dont le texte est reproduit au dos du tract.

Pour la première fois d'autre part, une commission d'un syndicat CGT soutient explicitement la campagne transports et la pétition qui circule dans les casernes. Il s'agit de la commission jeune des services centraux de la CGT dont nous publions le texte du tract qu'elle diffuse actuellement.

aux grandes sociétés multinationales, nous demandons qu'elle négocie avec le ministère des Armées, la gratuité des transports en chemin de fer de tous les soldats, car c'est possible...

● Avec les importantes réductions d'effectifs à la SNCF, nos conditions de travail sont de plus en plus contraignantes.

« Le combat syndical des cheminots a toujours été en accord avec celui des usagers qui, nos revendications satisfaites, bénéficieront d'un meilleur service public. »

« C'est pourquoi nous, jeunes employés de la SNCF, nous soutenons activement la lutte des soldats qui sont les clients particulièrement éprouvés. »

« Revenant du service ou futur appelé, femme ou compagne d'un soldat, nous devons faire connaître la « Campagne nationale des transports gratuits ». »

« Une pétition à signer par les appelés en est l'outil principal. Mais pour la pleine réussite de cette action, il faut la solidarité la plus large de tous les travailleurs. »

— Ce tract sera envoyé à la direction de la SNCF.

— Diffusé dans nos services.

— Et montré à tous les soldats qui nous entourent. »

Paris le 4 janvier 1978

## La campagne du PS à Paris

- Non à l'ingérence de Carter
- Oui à l'Alliance atlantique

Mercredi soir, la section du XX<sup>e</sup> arrondissement du Parti socialiste ouvrait sa campagne électorale. Le thème retenu : « La défense de l'indépendance nationale ».

Jean-Pierre Chevènement, dans un discours quelque peu cocardier, ton auquel il nous a habitués depuis un certain temps, affirma la volonté d'indépendance nationale de son parti.

Mais l'orateur fut d'ailleurs embarrasé pour répondre à une question de la salle s'étonnant de la récente entrevue de Carter et de Mitterrand, et de la motion du bureau exécutif précisant que « les socialistes acceptent (...) le maintien dans l'Alliance atlantique ». Embarrassé également il le fut quand on lui posa la question de savoir comment les socialistes allaient s'y prendre pour mettre en place leur fameuse « force de mobilisation populaire » en gardant les généraux actuels.

Répondant à une intervention mettant en doute la crédibilité de la force de frappe française face à une éventuelle agression de l'impérialisme, s'appuyant sur l'exemple vietnamien, le leader du CERES répondit en substance, que les Français n'étaient pas prêts comme les Vietnamiens à lutter durant trente années dans des conditions épouvantables.

Position curieuse pour quelqu'un qui ne cesse de répéter que l'arme nucléaire n'est rien sans volonté populaire de défense ! Ce qui revient à dire que le PS ne fait pas confiance aux travailleurs pour défendre leurs conquêtes contre l'impérialisme, il est vrai que les propositions du Programme commun en la matière sont bien peu enthousiasmantes pour la classe ouvrière.

Patrick Mars

## Après la mort de trois soldats à Lyon

### QUESTIONS SANS REPONSES

Dans une lettre ouverte au général commandant la 14<sup>e</sup> division d'Infanterie de Lyon, la Ligue des droits de l'homme et Information pour le droit des soldats (IDS) réclament que des réponses publiques soient apportées par les autorités militaires à la suite du grave accident survenu le 22 décembre dernier et coûtant la vie à trois soldats du contingent qui manipulaient des bidons d'alcool à brûler (voir Rouge du 28 décembre 1977).

« I. Quelles sont les origines exactes de l'accident et quelles sont les éléments permettant de l'expliquer ? »

« II. Dans la mesure où il s'agissait d'une manipulation d'alcool à brûler, les conditions de sécurité applicables au stockage et au transfert de produits de même nature dans l'industrie sont appliquées dans les bâtiments placés sous votre responsabilité et ont-elles été effectivement respectées dans le cas présent, (panneaux de signalisation, ventilation, double issue au local, matériel antidéflagrant, nombre et qualité du matériel de secours, équipe de secours ? »

« III. Dans quelles conditions et dans quels délais les victimes ont-elles été secourues ? »

« IV. Quelles dispositions ont été prises pour que les informations en votre possession soient immédiatement connues du public ? »

« V. Avez-vous l'intention de faire conduire une enquête sous l'autorité d'une juridiction civile ? »

Telles sont les questions posées par les deux organisations qui, par ailleurs, sollicitent tous témoignages et informations relatives à l'accident. Siège de la Ligue des droits de l'homme à Lyon, 7 rue, Major-Martin, 69 001 Lyon.

## Les femmes du PSU veulent 50% de candidates dans le Front autogestionnaire

Le Parti socialiste unifié organisait jeudi une conférence de presse pour exposer le rôle de son « secteur femmes », ses débats et la volonté des militantes d'appliquer pour la campagne le mot d'ordre « un candidat sur deux du Front autogestionnaire sera une femme ». Suzanne Goueffic rappelait les conditions de création du secteur femmes dans le PSU, soulignant le choc bénéfique apporté par le développement du mouvement des femmes et l'entrée au PSU de jeunes militantes issues de ce mouvement. Ce secteur existe depuis 1971. Il s'est développé dans la période récente et organise chaque trimestre un week-end national d'où les hommes ne sont pas exclus en théorie, mais qui, de fait, ne regroupent que des militantes investies dans des groupes femmes, le Planning familial ou des associations de quartier.

Le PSU, « organisation masculine dans sa logique », n'a pas vu cet essor des femmes en son sein sans connaître des conflits, des réticences « comme dans tous les partis ». Huguette Bouchardeau a présenté les « droits des femmes » que la campagne du Front autogestionnaire entend défendre. Il

ne s'agit pas d'une lutte sur le seul terrain juridique ou idéologique. Il s'agit d'intervenir sur toutes les revendications des femmes : droit au travail (à travail égal, salaire égal), la lutte contre la double journée (partage des tâches, lutte pour les équipements collectifs), le droit des femmes à disposer de leur corps (avortement, contraception, lutte contre le viol, la sexualité). Avancer les droits des femmes, c'est refuser le statut des revendications féministes en annexe des programmes politiques. Cette plate-forme des droits fut imposée aux militants du Front autogestionnaire dont le premier appel passait sous silence les revendications des femmes par les militantes du secteur femmes du PSU. Les femmes du PSU, contactées pour être candidates, ont d'abord refusé « pour ne pas être des femmes-alibis » masquant l'inégalité régnant dans le parti, puis ont soumis cette décision à la condition de se présenter collectivement à égalité en nombre avec les candidats : 50 % des candidates, tel fut le mot d'ordre, ce qui ne fut pas accepté sans conflits. Le pourcentage actuel atteint 40 % en province, 50 % à Paris.

L'« ouverture » au PS

# POURQUOI CHIRAC REFUSE

Chirac a adressé vendredi une lettre aux présidents du CDS et du PR, Lecanuet et Soisson, où il appelle la majorité à « se ressaisir » et à réexaminer la situation dans les circonscriptions. Il conditionne sa participation à toute nouvelle réunion de la majorité à trois conditions :

- que les radicaux signent le pacte majoritaire et l'accord de désistement ;
- l'affirmation « sans ambage » de la nécessité de la victoire de la majorité ;
- le refus de « toute coalition qui apparaîtrait dirigée contre une autre partie de la majorité ».

Après les déclarations de Poniatoski à la télévision jeudi, la question de l'« ouverture » au PS reste au centre de l'actualité.

« Ambassadeur personnel de Giscard », depuis son départ du gouvernement au mois d'avril, Poniatoski a déclaré jeudi à la TV que « s'il y a un succès de la majorité, il y aura nécessité politique d'ouvrir cette majorité ».

Ainsi renouvelait-il un appel au PS, déjà fait par Giscard lui-même. Cela n'étonnera pas de la part d'un conseiller de longue date de Giscard, convaincu que « la France doit être gouvernée au centre ».

Ponia a précisé : « Il est d'abord nécessaire que la majorité gagne les élections, puis fasse une ouverture à ceux qui désirent y entrer. Il y aura un temps de réflexion chez les socialistes. Et, ensuite, devant la

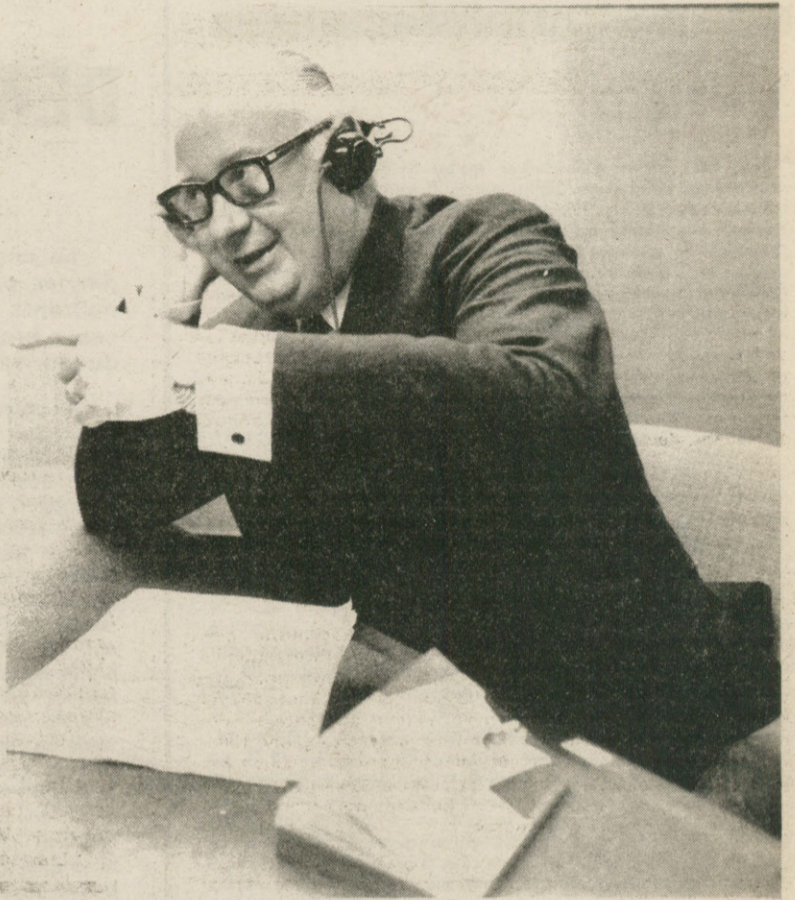
perspective de rester cinq ans dans l'opposition, un certain nombre d'entre eux se tourneront vers nous. »

Cette invitation tient compte du fait que le PS ne peut que rester fidèle à l'UG d'ici les élections. Elle n'est donc contradictoire qu'en apparence avec la déclaration faite par Ponia quelques jours plus tôt à Londres, selon laquelle « le PS est un parti marxiste ». Elle vise plus à dissocier le PS qu'à l'intégrer en tant que tel dans la nouvelle majorité. Elle se situe donc dans le rêve giscardien de recréer un véritable parti centriste, projet qui nécessite de relativiser le RPR.

Mais pour l'immédiat, Ponia a essayé de jeter un pont vers le RPR : En insistant sur la nécessité de battre l'opposition, en disant que la querelle de la majorité est une « querelle de famille qui peut être résolue en deux heures », en concentrant toute sa verve sur le Programme commun.

Mais Chirac ne peut tolérer la moindre ouverture vers le PS qui implique de réduire l'influence du RPR dans la nouvelle majorité. Tout au plus peut-il admettre que quelques députés transfuges pourraient être ralliés et, bien sûr, la masse des électeurs déçus. Mais, pour les regrouper dans un « rassemblement » façon Chirac, pas dans un parti « social-démocrate de type nouveau » ! Aussi a-t-il écarté sur le fond toute ouverture vendredi : « Le PS est un parti dangereux, a-t-il insisté, le débat qui l'oppose au PC n'est pas un débat de doctrine, mais un simple conflit d'intérêts. » Et Chirac a ajouté, faisant allusion aux désaccords de fond qui interdisent tout compromis : la défense et l'énergie. Pour lui, le PS est un « ramassis de mécontents ». Et il a conclu : « Toute ouverture me semble vouée à l'échec. Il n'est même pas convenable de la proposer. »

Madeleine Verdi



Poniatoski

Photo P. Achache/Gamma

## Réponse aux CCA

# La bataille pour l'unité ouvrière et les comités unitaires

Les Comités communistes pour l'autogestion (cf : « Rouge » des 14 et 15 janvier), signataires de la plate-forme « Pour le socialisme le pouvoir aux travailleurs », nous interpellent sur deux questions : la possibilité d'une campagne commune LCR-CCA, et notre conception des comités unitaires de campagne.

Les CCA regrettent « le refus systématique (à Paris par exemple) de tout panachage entre nos deux organisations » (candidat de l'une et suppléant de l'autre). Ils l'interprètent comme une volonté de « faire disparaître l'apparition de (leur) organisation ». Les CCA nous proposent « qu'un accord politique national soit signé entre nos deux organisations, nous engageant à une campagne commune dans les localités où nous sommes présents ensemble ».

### Une campagne commune LCR-CCA ?

Ce sont les divergences persistantes avec l'OCT sur la conception de la bataille pour l'unité ouvrière (cf. Rouge 20/01/78) qui ont empêché qu'une campagne unifiée soit possible entre nos trois organisations. Sur ce point que nous jugeons décisif pour la présente campagne, un large accord existe entre les CCA et la LCR.

Il est donc tout à fait envisageable que là « où nous sommes présents ensemble », et là où il y a des problèmes de répartition des circonscriptions, des candidatures « panachées » LCR-CCA soient possibles. La campagne se fera sur la base d'un accord politique reprenant l'essentiel de nos plates-formes respectives. C'est cette démarche qui a été retenue dans les discussions nationales. Des campagnes de ce type se meneront à Besançon, Reims, Gennevilliers...

Les CCA regrettent que nous n'ayons pas multiplié les cas de panachage. Nous avons d'abord recherché avec les CCA, comme avec l'OCT, une répartition des circonscriptions. Cela correspond au cadre et à l'esprit de l'accord unitaire. C'est ce qui permet. la meilleurs expression de chacune de nos organisations. Chaque fois que cette répartition s'est avérée impossible, nous avons accepté le panachage, à condition qu'il s'appuie sur une pré-

sence militante et un travail de masse un tant soit peu significatif de chacune de nos organisations.

### La campagne, les comités unitaires

Les CCA critiquent notre conception des comités unitaires de campagne : « Vous vous refusez à donner une capacité d'initiative aux comités... La politique de front unique dont vous vous réclamez aujourd'hui suppose l'organisation de masse, même à un niveau restreint, plus largement que le simple front d'organisations... ».

Oui nous avons voulu que la campagne soit placée sous la responsabilité de nos organisations et de leurs candidats... prêts à accueillir tout groupe national ou local partageant notre démarche politique. L'OCT et les CCA en ont été d'accord dès le départ.

D'ailleurs les CCA ne disent plus rien de la démarche qui, sur ce point, était la leur (cf. Rouge du 30 juin). « A partir des grands axes définis dans l'appel national, les regroupement locaux élaboreront le programme concret de la campagne, en tenant compte des réalités et des mobilisations régionales et désigneront démocratiquement leurs candidats. »

Les CCA (et l'OCT) semblent avoir tiré le bilan de l'orientation dites « candidatures de lutte, de comités, de mouvement ». Ils reconnaissent aujourd'hui que pour les organisations cette pratique débouche soit sur l'acceptation de campagnes politiques confuses (si on veut en rester à une synthèse acceptable par les diverses composantes des comités) ; soit sur la manipulation des composantes du comité (si on veut les amener à adopter les perspectives politiques claires que les organisations révolutionnaires doivent développer). Le « Front autogestionnaire » du PSU représente

l'exemple achevé de cette dernière orientation.

L'accord justifie une répartition politique des circonscriptions, et un appel au vote réciproque. Il pose les bases de nombreuses initiatives communes possible. Mais il ne permet pas une campagne unifiée. Nos trois organisations en ont convenu. Il y a un désaccord trop important sur le fond avec l'OCT, sur la manière de s'adresser à la masse des travailleurs influencés par les organisations réformistes. C'est pour cette raison que l'accord donne la possibilité pour chaque organisation de mener sa campagne propre, avec ses propres candidats. Alors pourquoi des comités unitaires de campagne ?

Nombre de travailleurs et de jeunes sont prêts à se saisir de cette campagne pour avancer leurs exigences, exprimer leur défiance à l'encontre de l'Union de la gauche, discuter et défendre tout ou partie de nos perspectives devant la masse des travailleurs. Ils n'auraient pas compris que sur les lieux d'intervention où nos trois organisations sont présentes, on juxtapose autant de comité de campagne (de soutien au même candidat) ; pas plus qu'ils n'auraient compris qu'on juxtapose des candidatures concurrentes.

Nous impulserons donc des comités de campagne les plus larges, sur tous les milieux où ils peuvent regrouper plus que nos seules forces organisées. Chaque fois que plusieurs organisations seront présentes, elles défendront sereinement leurs conceptions. Chacun dans le comité sera en mesure d'apprécier.

Le comité organisera initiatives militantes et débats unitaires. Nous travaillerons au consensus et non en forçant des votes majoritaires, et il appartiendra aux organisations de défendre publiquement leurs positions, sans se cacher derrière le « paravent » des comités.

Le maximum de campagnes claires de chacune de nos organisations, le maximum de débats et d'initiatives unitaires : voilà notre conception de la campagne que nous défendrons dans les comités de campagne.

Jean Métais

## Morts cette semaine

# SERGE, FRANCIS, JOSEPH ET LES AUTRES.

Serge Reverdy avait 27 ans. Il était cheminot. Jeudi après-midi, il était chargé d'aller travailler sur un aiguillage, dans le secteur de la gare Montparnasse. Jean Rodriguez Gonzales, 33 ans, devait effectuer le même travail. Les conditions atmosphériques, la mauvaise visibilité avaient laissé Serge quelque peu perplexe, d'autant plus que la zone où le travail devait être effectué est particulièrement dangereuse. Il avait d'ailleurs confié son sentiment à un camarade de travail avant de partir. Au dernier moment, Serge et Jean ont évité un convoi de justesse. Une fraction de seconde plus tard, ils ont été déchiquetés par un second train.

Au même moment, à Castelnau-dary, une explosion s'est produite à la coopérative agricole du Lauragais. Francis Palau, 26 ans, a été tué sur le coup. Son camarade de travail, Jacques Sicard, a été hospitalisé à Toulouse dans un état grave.

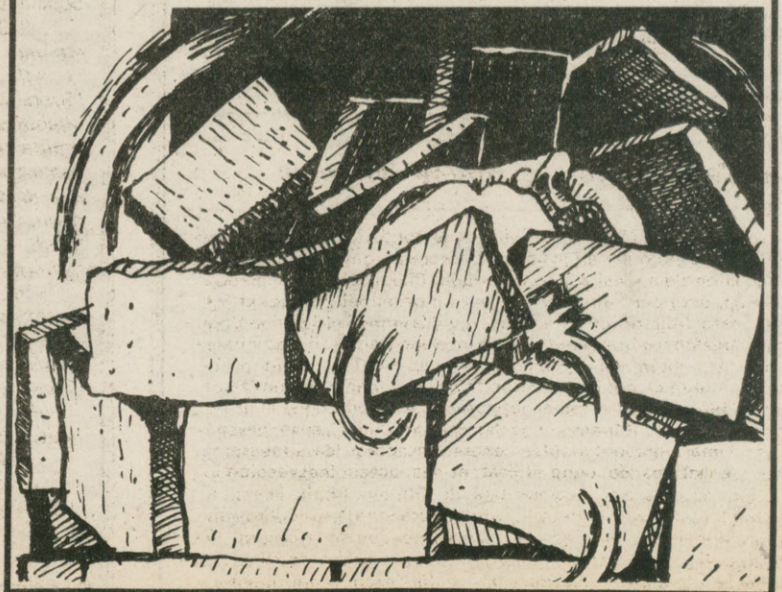
Trois jours d'agonie, au terme desquels un ouvrier de 40 ans, Joseph Bayer, près de trois enfants, a succombé. Il avait été victime, à l'aciérie Cockerill de Réhon (Meurthe-et-Moselle), d'un déversement de métal en

fusion. Le jour où Joseph est mort, un autre déversement, d'eau cette fois, s'est produit dans la lingotière de la même aciérie, brûlant gravement un travailleur de 58 ans, Ali Benfil.

Dans la zone industrielle de Haye, près de Nancy, des ouvriers travaillaient à la réparation de la citerne d'un semi-remorque. Elle contenait de l'essence.

La déflagration qui s'est produite a grièvement blessé cinq ouvriers. Et à la SNCF encore, au pont d'Asnières, un géomètre et un employé travaillaient sur les voies. Un mort, un blessé grave.

Chaque semaine qui passe ajoute à la liste ses morts et ses blessés. Chantiers-cimetières, usines-tombeaux. Le capital ne fait pas que dérober aux travailleurs le temps de vivre, c'est la vie aussi qu'il leur arrache. Des accidents, dit-on ? Les accidents d'un système, les accidents d'un régime, qui tue au nom du profit et de la rentabilité ! Des crimes perpétrés en toute impunité. Ces morts ne sont pas fatales. La seule qui soit fatale, c'est celle d'un système que nous n'avons que trop subi, et que nous abattons, froidement.



Bref social

• 1 570 196

La CGT vient d'annoncer qu'au 31 décembre 1977, le nombre de chômeurs, défini par le Bureau international du travail, s'élevait en France à 1 570 196. Ainsi, en un an, le nombre des chômeurs a augmenté de 10,4 %. A ce chiffre, il faut encore ajouter les 140 000 jeunes qui effectuent des stages en entreprises, de façon temporaire, qui ne sont pas considérés comme chômeurs mais qui pourtant le redeviendront bientôt.

• Les élections à Renault-Billancourt

Les élections de délégués du personnel de Renault-Billancourt dans le premier collège (celui des ouvriers), avaient marqué la semaine dernière un recul de la CGT de l'ordre de 5 %. Cette semaine avaient lieu les mêmes élections dans le deuxième collège, celui des employés, techniciens, agents de maîtrise et cadres. En obtenant 33,31 % des suffrages, la CGT est en recul de 9,87 % par rapport à l'année dernière et accuse donc un recul deux fois supérieur à celui qu'elle a subi dans le collège ouvrier. Avec 22,89 %, la CGC progresse de 2,67 %. En passant à 21,71 %, la CFDT gagne 3,78 % des voix. Quant à FO, elle recueille 18,69 % des suffrages, ce qui la fait progresser de 3,53 %. Autre gagnant, la CSL (ex-CFT) qui obtient 1,98 %, soit 0,49 % de plus que l'année dernière. Seul autre perdant enfin, avec la CGT, la CFTC qui culmine à 1,42 % en perdant 0,60 % des voix. En nombre de sièges, la CGT en perd deux, au profit de la CFDT, de FO et de la CGC qui en gagnent chacun un (il y avait cette année un siège de plus à pourvoir). Au total, la CGT obtient huit sièges, la CGC six, la CFDT cinq et FO quatre.

• P-DG écroulé

Non, il ne s'agit pas d'Angot, le patron qui avait envoyé des nervis d'une société de gardiennage, armés de revolvers contre un piquet de grève. Ça, c'était hier. Cette fois, il s'agit du sieur Benito Guarino, un promoteur immobilier, des voleurs qui ont pignon sur rue, comme dit la chanson. Il a quand même été inculpé de banqueroute, abus de confiance et abus de biens sociaux. Avec tout ça, il a été écroulé à la maison d'arrêt de Nancy. Dans une dépêche, l'AFP titre : « P-DG indélicat ». De la pudeur de classe, ça, hein ! Lundi pour la suite, sous forme de feuilleton, des histoires de patrons truands et de truands du patronat.

• A quand les chiens policiers au CNRS ?

Creysse, directeur administratif du CNRS, pensait déjouer la mobilisation des travailleuses par une petite ruse. Il avançait de trois jours l'entrevue avec une délégation syndicale représentant les administratives, en lutte depuis sept semaines pour arracher la prime annuelle. C'était sous-estimer la mobilisation des travailleuses. 500 personnes se retrouvaient hier au quai Anatole France pour entendre le compte rendu : une augmentation de 16 % des indemnités forfaitaires est accordée pour une petite partie du personnel. Sur la prime, la réponse ne serait donnée que mercredi prochain. On apprenait par ailleurs que la direction distribuait des cartes au seul personnel du quai Anatole France afin de pouvoir filtrer les gens lundi prochain, jour de manifestation massive qui doit réunir administratives, techniciens, chercheurs et ouvriers à 10 h. La direction a loué des vigiles à cette fin. « A quand les chiens policiers au CNRS », demande un tract des syndicats CGT et CFDT. Les directions des deux organisations discutaient hier d'un éventuel ordre de grève générale de toutes les catégories de personnel du CNRS au cas où lundi les réponses de la direction s'avéraient insatisfaisantes.

• Les licenciements aujourd'hui

En fin de semaine, la vague de licenciements qui déferle maintenant sur la France atteint la région du Nord. En effet, on enregistrait jeudi, au lieu-dit usine Celcosa de Condé-sur-l'Escaut, près de Valenciennes, le licenciement de 316 personnes. On a également dénombré, près de Maubeuge, 135 victimes appartenant aux Mosaïques et céramiques de Montplaisir. Enfin, 155 personnes, qui se trouvaient à la sucrerie d'Iwuy, près de Cambrai, n'ont pu échapper à la tornade. Un bilan très lourd, donc, pour ce début de week-end. On ignore encore tout des éventuels secours de l'Etat.

• Reprise du travail à la CBTP

La lutte pour la réintégration d'André Gallicot, délégué FO licencié de la caisse de retraite complémentaire du bâtiment à Créteil, a échoué. On se souvient que lundi dernier les employés s'étaient rendus, avec les cars prêtés par la mairie PS, chez le directeur général qu'ils avaient retenu. Des délégations de solidarité d'autres caisses sont venues les jours suivants. Pourtant, le climat d'intimidation entretenu par la direction l'a emporté. Les cadres, CGC, anciens militaires ou flics, menaçaient de se mettre en grève si André était réintégré, ou du moins en ont-ils fait courir le bruit. Les agents de maîtrise ont été jusqu'à téléphoner chez les employés pour faire pression. La décision de reprise du travail a été prise jeudi par les syndicats. Elle était effective vendredi.

La direction de l'UNEF-Renouveau accusée de sectarisme et de pratiques anti-démocratiques

DEMOCRATIE SYNDICALE ET LOGIQUE D'APPAREIL

La conférence de presse organisée mercredi 18 janvier par des adhérents de l'UNEF, par ailleurs militants socialistes proches du CERES ou inorganisés, a brusquement relancé la discussion sur l'avenir du mouvement étudiant. (« Rouge du 19 et « Rouge »

du 20 janvier 1978) La direction de l'UNEF-ex-Renouveau, proche des étudiants communistes, est accusée de pratiques « antidémocratiques et sectaires ».

Au moment même où un consensus semble s'établir entre plusieurs courants du mouvement étudiant pour s'engager sur la voie de la construction d'un syndicat unitaire et démocratique, la direction de l'UNEF réagit par une crispation bureaucratique autour de l'appareil du syndicat. Les atteintes à la démocratie signalées lors de la conférence de presse, les nombreuses exclusions de militants en raison de leurs sympathies politiques pour la Ligue communiste révolutionnaire, le refus d'engager le syndicat dans quelque que lutte que ce soit après les vibrants appels de début d'année à un « mouvement d'ensemble »... autant d'éléments qui confirment un choix dramatique : plutôt paralyser l'UNEF, la vider de toute activité, que d'accepter le débat sur la construction d'un syndicalisme unitaire qui respecterait la diversité des courants de pensée.

Le sectarisme de l'UEC

Les étudiants « oppositionnels » de l'UNEF l'ont bien compris, eux qui déclarent : « L'ouverture de l'UNEF à tous est remise en cause. La direction du syndicat n'entend plus prendre en compte toutes les aspirations et les revendications les plus diverses des étudiants. La tâche

essentielle que s'était fixée l'UNEF, celle de rassembler les étudiants dans une grande organisation syndicale unitaire et pluraliste et combattant l'actuelle politique universitaire du pouvoir, tend de moins en moins à être assurée par la direction de l'UNEF. » Peu importe notre appréciation — divergente !

— du bilan passé de l'UNEF, l'essentiel est néanmoins bien là : par une décision cynique d'appareil, la direction de l'UNEF préfère scier la branche sur laquelle elle est assise, organiser la déliquescence du syndicat.

Comment, dans cette priorité à une logique d'appareil contre les intérêts vitaux d'un milieu, ne pas voir une conséquence du sectarisme actuel du PCF, dont les militants sont majoritaires à la direction du syndicat ?

Chacun sait, dans les universités, que les étudiants communistes se replient actuellement sur les activités de l'UEC, relativisent leur présence à l'UNEF et se désintéressent des tâches de riposte à l'application de la réforme du second cycle. Cette orientation a des conséquences désastreuses et démobilisatrices parmi les étudiants, particulièrement du point de vue de leurs combats et de leurs aspirations avec ceux de la classe ouvrière ! Il importe de la combattre, c'est-à-dire de défendre, plus que jamais, la naissance d'un syndicat étu-



diant qui tout à la fois renforce l'unité et respecte la diversité.

Un syndicat unitaire

La question de la démocratie syndicale est, sur ce plan, une question centrale. J.-L. Mano, le président de l'UNEF, dans les déclarations que nous avons reproduites hier, tient, en somme, un double langage : personne ne peut être exclu en raison de son appartenance politique, mais tous les membres de la LCR adhérents de l'UNEF seront exclus parce que nous les suspectons de vouloir construire une tendance !

Qu'est-ce d'autre, sinon la chasse au délit d'opinion ? Si des militants de la LCR viennent à l'UNEF, c'est sur la base d'un choix profond, et plusieurs fois explicité dans ces colonnes, pour une prati-

que syndicale, aux côtés du mouvement ouvrier, en milieu étudiant.

Nous croyons, en même temps, que la condition de l'efficacité syndicale est la possibilité de discuter les différentes positions qui engagent la pratique du syndicat, et donc de respecter l'expression des minorités, des courants et des tendances qui le traversent. Refuser a priori d'en débattre, c'est avouer que le syndicat reste l'affaire d'une fraction de ceux qui sont majoritaires, et en l'espèce des militants de l'UEC !

Tels sont les enjeux de la discussion. Aux yeux de nombre d'étudiants, elle semblera sybilline, mêlant les sigles et les affrontements « d'appareil ». C'est pourtant l'inverse : il n'est plus possible que le mouvement étudiant reste encore divisé, morcelé, écartelé en de multiples chapelles.

Joseph Krasny

vie politique et sociale

La liquidation de Sayo-Bordeaux

Quarante ouvrières contre trois « disparus »

Sayo, c'est cette boîte de Bordeaux qui a « perdu » ses patrons, partis sans laisser d'adresse et en oubliant d'assurer à leurs ouvrières la paie de décembre (« Rouge » du 16 janvier). Le lundi 16 janvier, c'était le dépôt de bilan, le mardi 17, la mise en liquidation. Quand il s'agit de fermer, on ne traîne pas chez Sayo et, plus généralement, dans la chaussure bordelaise. Mais les quarante ouvrières occupent.

Bordeaux, de notre correspondant.

La fermeture de Sayo, que les ouvrières occupent avec le soutien de la CGT, intervient après celle de Tachon, Berror et Marbof, trois autres entreprises locales de chaussure de la région. C'est dire qu'elle éclaire un peu plus un projet évident : la disparition totale de cette branche dans la région. Une disparition qu'on aurait souhaitée discrète, en coup de vent, à l'image du départ des patrons de Sayo. C'est raté. Celles et ceux de Sayo entreprennent d'alerter les travailleurs.

« Il nous faudra rester unies pour obtenir ce qu'on nous doit » disent-elles, conscientes des difficultés à venir. Car, si la paie d'un mois de décembre qu'elles ont travaillé tarde à venir, les primes, indemnités de licenciement, mois de préavis et autres risquent d'attendre enco-

re plus longtemps. Il faut aussi discuter de l'inscription à l'Agence nationale pour l'emploi, des éventuelles propositions de stages de recyclage pour certaines d'entre elles, etc. Mais l'objectif le plus immédiat est encore la mobilisation du 26 janvier, impulsée par la CGT sur toute la branche. Les quarante de Sayo entendent bien y participer activement et s'en servir comme haut-parleur de leur lutte pour éviter de passer en silence au chapitre pertes et profits du patronat local.

Un patronat que ne semblent pas gêner, outre mesure, les dernières révélations concernant leurs collègues de Sayo : avant de disparaître dans la nature, ils avaient liquidé le stock, laissant quatre millions d'actifs pour deux cent millions de passifs...

Dans la soierie lyonnaise

DESSINATEURS

CONTRE PETIT PATRON

Lyon, capitale de la soierie... Vous savez, les jolis motifs imprimés sur soie, autres tissus ou même papier peint. Avant de les « placer » chez un client grand couturier ou imprimeur, il faut d'abord les dessiner sur papier dans un atelier.

Comme l'atelier Lhomme par exemple. Les conditions de salaires et de travail y sont si bonnes que les dessinateurs viennent de décider la grève et appellent les autres ateliers de Lyon à les rejoindre sur leur plate-forme.

Lyon, de notre correspondant.

La profession de dessin textile est, par définition, soumise à l'éclatement et à l'individualisme. Les ateliers sont tous de petite taille, rassemblant de cinq à une vingtaine de dessinateurs autour d'un petit patron. Ils ont un statut soit de travailleurs indépendants, rémunérés au nombre de dessins vendus, soit de salariés, avec un salaire fixe plus une prime au nombre de dessins vendus. Imaginez l'ambiance dans ces structures à l'ancienne, où la concurrence et l'émulation jouent à fond pour diviser les travailleurs et les empêcher de réagir collectivement...

Jusqu'au coup d'éclat, hier, de ceux des ateliers Lhomme. Il faut dire que dans une situation déjà passablement compliquée, le patron

visé en rajoute : ses dessinateurs sont, en effet, « salariés », mais avec un « fixe rétroactif » (!). Si bien qu'en vendant moins que le SMIC, on se retrouve avec un abattement égal sur le salaire du mois suivant, pratique, est-il besoin de le préciser, totalement contraire à la convention collective et à législation du travail. Les dessinateurs de Lhomme ont prévenu. Ils ne reprendront le travail que dans le cas où il n'y aurait plus de retenues sur salaires, remboursement des retenues antérieures, application des conventions collectives et prise en compte réelle de la qualification professionnelle. Des revendications que tous les dessinateurs de la soierie lyonnaise pourraient reprendre à leur compte...

# LA PEDOPHILIE : POUR QUE S'OUVRE UN DEBAT...

Les relations amoureuses et érotiques entre adultes et enfants constituent un sujet tabou. Officiellement, elles n'existent pas : l'enfance est toute innocente, et l'adulte ne peut que respecter sa candeur. Même les organisations révolutionnaires observent en général un silence pudique sur ce « délicat problème ».

Pourtant de tels amours existent. Et ils ne sont réprimés que depuis peu en France : Le Code pénal de 1810 ne prévoyait aucune disposition en la matière, il faut attendre 1832 pour voir apparaître le crime « d'attentat à la pudeur commis sans violence sur la personne d'un enfant de moins de 11 ans », âge limite porté à 13 ans en 1863 puis à 15 en 1945.

Les révolutionnaires ne peuvent esquiver le problème : des lettres de lecteurs interpellent « Rouge », des militants posent la question : que pensez-vous de la pédérastie ?

Nous ne trouverons pas la réponse à cette question dans les théories scientifiques. La psychanalyse montre bien qu'il existe un désir, une attirance réciproque entre adultes et enfants, pulsions qui sont les plus souvent sublimées en amour filial et parental mais qui peuvent devenir des désirs sexuels, érotiques. Et dans ce cas, ce n'est pas seulement l'adulte, mais aussi quelquefois l'enfant qui peut jouer le rôle de séducteur : la théorie freudienne sur la période de latence, d'inactivité sexuelle qui précéderait la puberté est de plus en plus battue en brèche ; la sexualité des enfants existe bel et bien.

Mais l'existence de ces désirs érotiques ne permet aucune conclusion : il n'est en effet pas possible de prôner une liberté sexuelle sans rivage, de reprendre le mot d'ordre « jouissez sans entraves ». Car alors il ne resterait plus qu'à légitimer le viol ou le sadisme parce qu'existent de telles pulsions.

Pour un révolutionnaire en effet, il y a certains principes, certaines règles de conduite qu'il n'est pas question de transgresser. Et je crois au respect de l'intégrité physique et intellectuelle de l'être humain, le respect de l'autonomie de la pensée, de l'indépendance intellectuelle de chacun fait partie de ces principes. Car les marxistes sont des humanistes, ils ont pour but le développement de l'homme, le plein épanouissement de sa personnalité et de ses potentialités.

C'est pourquoi il faut condamner le viol, le sadisme et le vieux monsieur du square avec ses bonbons qui utilise son pouvoir social pour dominer et séduire un enfant préadolescent. C'est tout simplement dégueulasse, haïssable.

## Le pouvoir de l'adulte

Quand il s'agit d'une séduction mutuelle, d'un amour réciproque entre l'adulte et l'enfant la situation est-elle différente ? Sans aucun doute. Mais est-il alors possible que s'établisse une relation équilibrée, qui ne soit pas marquée par la domination de l'adulte/dépendance de l'enfant ?

Bien franchement, je ne crois pas. L'adulte, qu'il le veuille ou non, utilisera comme un privilège social son statut d'adulte, ce qui créera une situation de dépendance : l'adulte a du fric qui permet d'acheter une montre, un disque, d'aller au ciné, de faire un tour en bagnole ; il a un appartement, il est libre. L'enfant, lui, n'a rien : il est complètement dépendant, économiquement et idéologiquement, à l'égard de sa famille, de l'autorité parentale ; il n'a aucune autonomie, aucun pouvoir de décision, aucun droit. Il est enfant, donc incapable ; d'autres décident pour lui, régissent en dictateurs sa vie d'enfant.

Dans cette situation si l'enfant accède à un minimum d'indépen-

dance et de liberté par sa relation amoureuse avec un adulte, il devient esclave de cette liberté, dépendant de son libérateur : le cercle est sans issue. Tant que dans la société bourgeoise, l'enfant sera nié, dominé, opprimé de toute part, il ne pourra y avoir que des relations de dépendance/domination dans la pédophilie.

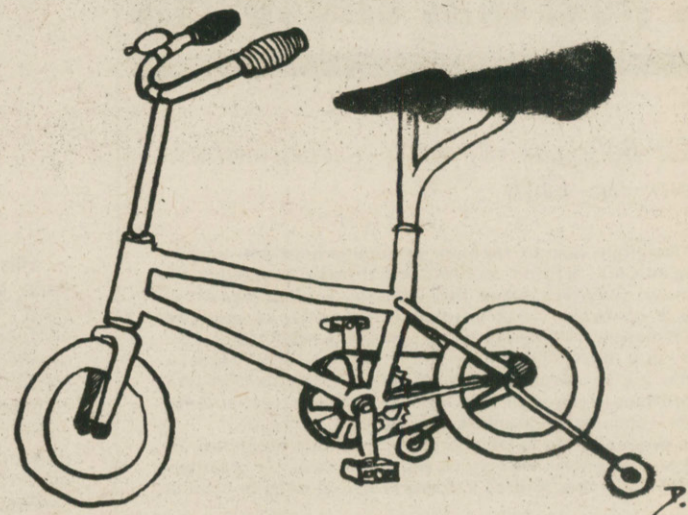
## Libérer l'enfant

Mais une telle appréciation portée sur la pédophilie n'implique pas pour autant qu'il faille automatiquement en faire un crime et la réprimer comme c'est aujourd'hui le cas. D'abord parce que quand il y a respect de la liberté des partenaires, il n'y a aucune raison pour condamner légalement telle ou telle forme de relation sexuelle : même si l'on n'est pas d'accord au nom de « principes révolutionnaires » avec la pédophilie, il faut exiger l'abrogation de toutes les dispositions pénales qui empêchent les enfants de vivre librement leur sexualité. Ensuite parce que le véritable problème est ailleurs : c'est celui de l'oppression de l'enfance, de l'asservissement familial auquel l'enfant est réduit dans la famille bourgeoise. C'est là une situation à laquelle il faut s'attaquer. Et c'est décisif. Car celui qui condamnerait violemment les pédophiles au nom du respect de l'enfance tout en cognant comme un sourd sur son enfant, qui l'agresserait constamment, le normaliserait à coups d'interdits, celui-là ne serait qu'un gendarme de plus au service de la morale bourgeoise.

Yvan Boyer

Aujourd'hui et demain c'est autour du thème de la famille, sexualité des enfants, pédophilie qu'est centrée la quinzaine de films sur l'homosexualité de la Pagode à Paris.

Les débats sont programmés après les films à 22 h. Ci-dessous une première contribution à ce débat.



VELOCIPÉDOPHILE

## A Villiers-le-Bel aujourd'hui « 12 HEURES POUR LA JEUNESSE »

« Les événements de ces derniers temps ont donné raison à tous ceux qui se battent pour qu'une réelle politique des loisirs soit mise en œuvre pour les jeunes.

« Plus particulièrement, la mort de Lucien Mélyon a révélé les méthodes tolérées des services d'ordre qui servent à surveiller la bonne marche du racket sur les jeunes et sur les amateurs de pop-musique.

« Cette mort a aussi révélé « la carence des grands concerts en banlieue » et même en province ».

« Pour nous Arpèges - Association pour l'expression des jeunes — depuis six mois que nous existons, sortons de notre marginalité, la

seule réponse que l'on nous donne, ce sont de belles paroles.

« (...) (C'est pourquoi) nous avons participé à la préparation des 12 heures de la jeunesse en collaboration avec l'OSCM (Office socio-culturel municipal), l'ASMP (Association salle Marcel-Pagnol) et le groupe femmes.

« Pendant ces 12 heures nous discuterons autour de cinq thèmes : la drogue, la violence, la sexualité, les loisirs ou la fête et le chômage.

« Nous espérons que nous pourrions avoir des réponses point par point sur les problèmes qui se posent et que les mots ne restent pas en l'air. Nous avons tenu à ce que cela se fasse en musique, donc musique non-stop. »

### PROGRAMME DES 12 HEURES

- 14 h : Diesel (rock)
- 15 h 30 : Soho (rock)
- 16 h 30 : Poésie en toute liberté
- 17 h : Les Sauveterre (groupe folklorique)
- 21 h : Djamel Allam

Débats et forums à partir de 15 h 30 dans la salle Marcel Pagnol, rue Gounod, à Villiers-le-Bel.

## Deux adolescentes brûlées vives dans un hôpital psychiatrique à Marseille

### Des morts qui n'ont rien d'exceptionnel

Deux adolescentes meurent à l'hôpital Edouard-Toulouse à Marseille. Du coup, la presse locale s'empare de l'affaire et cherche des coupables. Sinistre oraison funèbre pour deux jeunes filles mortes par la faute du système asilaire.

Marseille, de notre correspondant.

Elles étaient toutes deux entrées à l'hôpital psychiatrique, placées là pour peu de temps par leurs familles. Dans la soirée de lundi, une altercation éclate avec l'infirmier de surveillance qui décide de les mettre en cellule. C'est la coutume quotidienne chaque fois qu'un « malade » pose « un problème ». On ne leur a enlevé ni leurs allumettes ni leurs cigarettes, et c'est le drame. La paillasse unique, en polystyrène, prend feu et dégage une fumée noire qui peut tuer en quelques minutes. En effet, les cellules sont parfaitement hermétiques. On va retrouver les deux jeunes filles mortes à 5 h du matin. Alors bien sûr on parle de négligence. On rejette l'entière responsabilité sur les infirmiers. Et pourtant, lorsqu'on y regarde de plus près...

En premier lieu, l'internement en

cellule sans consultation de médecin est une pratique courante dans tous les hôpitaux psychiatriques et pas seulement à Edouard-Toulouse. De plus, c'est une pratique courante la nuit. Reste la question des matelas. L'an dernier une jeune fille avait succombé des conditions identiques. Les infirmiers étaient intervenus très rapidement en cassant la fenêtre blindée mais trop tard. Les brûlures occasionnées par la combustion du polystyrène l'avait tuée 24 heures plus tard.

Seulement voilà, la mort n'a rien d'exceptionnel dans l'univers psychiatrique. Elle est parfois violente ou alors plus feutrée. Une vieille femme qui refusait de s'alimenter est morte il y a quelques jours. On meurt aussi par coma neuroleptique.

### Asile/prison/suicide

Aujourd'hui, certains accusent le personnel de graves négligences car

les infirmiers avaient laissé aux deux femmes leurs allumettes et leurs cigarettes, ce qui est contraire au règlement. Mais pourquoi donc faut-il que les règles d'existence en hôpital soient les mêmes qu'en prison. Pourquoi craindre ainsi le suicide ? Il faut croire que oui pour que les « malades » soient soumis à l'humiliation des fouilles à corps.

Et puis, il y a la triste impression qu'à cette triste affaire se greffe un climat pré-électoral nauséabond. Le Provençal, le journal de Defferre député-maire socialiste de Marseille, dénonce les conditions d'hospitalisation à Edouard-Toulouse et glisse entre deux invectives que cet hôpital ne dépend pas de l'Assistance publique phocéenne présidée par Defferre en personne. A La Timone, deux services psychiatriques, jugés insalubres, étaient fermés théoriquement depuis plusieurs mois par un arrêté préfectoral. Ces deux services continuent à tourner. Jamais le Provençal ne s'en est préoccupé...

Atroce histoire qui met relief l'un des aspects de la mort lente qui règne dans les asiles français.

### ● Rapport sur la drogue de Mme Pelletier : accueil réservé des spécialistes

Un coup d'épée dans l'eau ! Si l'on en juge par les réactions des spécialistes des problèmes de la drogue, le document remis à Giscard par Mme Pelletier jeudi dernier ne fera pas date dans la recherche des causes de l'utilisation de la drogue parmi la jeunesse notamment. Pour le docteur Claude Orsel, directeur du centre de l'Abbaye à Paris, et le docteur Claude Ollivenstein, du centre Marmottan, le mérite de cette étude tient plus à son aspect de détonateur du problème qu'il soulève qu'aux solutions qu'il y apporte. Claude Ollivenstein dénonce, pour sa part, « le refus d'aborder les solutions ». Il semble quant à lui convaincu que si l'on prend de la drogue, il faut en chercher la cause dans les structures mêmes de la société et notamment au niveau de la condition sociale des jeunes, de l'habitat et du système scolaire. Il pense enfin que le rapport souffre d'une

grande lacune : « Il n'y est nulle part question des toxicomanies légales engendrées par les laboratoires pharmaceutiques et qui rendent des millions de personnes dépendantes des tranquillisants ou autres somnifères. »

### ● L'avalanche meurtrière de La Mongie

M. Marcelin Bérot, directeur de la station de Bagnères-La Mongie, a été condamné à 250 F d'amende par le tribunal correctionnel de Tarbes. Le responsable de la station a été reconnu coupable d'homicide et de blessures involontaires à la suite de l'avalanche qui, le 15 février 1976, avait fait sept morts sur le versant nord de la station, dans une zone réputée dangereuse. Ce jour-là, La Mongie avait accueilli plus de dix mille skieurs. Au moment où la catastrophe s'est produite, la plupart d'entre eux avaient quitté les pistes. M. Bérot avait fait lever les interdictions sur la plupart d'entre elles, excepté deux qui furent fréquentées par des skieurs imprudents.

et pourtant elle tourne

• La Belgique rappelle son ambassadeur au Chili

La Belgique devrait rappeler prochainement son ambassadeur au Chili, affirme vendredi le quotidien bruxellois « le Soir ». Au ministère belge des Affaires étrangères, on se refuse à confirmer ou à infirmer la nouvelle. Le ministre, Henri Simonet, a demandé à son représentant au Chili d'exprimer aux autorités chiliennes « sa très vive préoccupation » après l'arrestation de douze dirigeants démocrates-chrétiens chiliens et d'intercéder en faveur de la libération de tous les prisonniers politiques.

Les dirigeants de la Démocratie chrétienne belge ont annoncé leur intention de rendre visite, au Chili, au président de la DC chilienne, Andrés Valdivar, relégué dans le nord du pays.

A Santiago, les autorités militaires ont interdit toute diffusion d'informations relatives aux douze dirigeants démocrates-chrétiens arrêtés.

• Contre la « vermine rouge »

Le Front national (parti d'extrême droite) demande aux élèves britanniques et à leurs parents de s'opposer aux enseignants suspects de diffuser un « endoctrinement marxiste ».

Une campagne en ce sens a été lancée vendredi par les « jeunes du Front national » qui ont édité une délicate brochure intitulée : « Comment combattre les enseignants rouges » et un tract indiquant « comment reconnaître un enseignant rouge ». A cette occasion, des responsables du Front national ont déclaré qu'ils étaient décidés à montrer aux enfants ce qu'il fallait faire lorsqu'ils étaient décidés à montrer aux enfants ce qu'il fallait faire lorsqu'ils avaient identifié un « enseignant rouge »...

• Incidents à Bologne

De violents incidents ont opposés vendredi matin des groupes d'étudiants d'extrême gauche et les flics dans la ville universitaire administrée depuis trente ans par le PC italien. Les étudiants, au nombre de 500 à 600 (selon l'AFP) réclamaient un déroulement plus rapide de l'enquête sur les incidents de mars dernier qui avaient fait un mort.

• Un Andreotti peut en cacher un autre

Les crises gouvernementales ne sont plus ce qu'elles étaient : hier soir, on annonçait que la charge de constituer le nouveau gouvernement serait confiée à Andreotti dans les heures à venir. Hier, la direction de la Démocratie chrétienne lui a exprimé à l'unanimité sa confiance, tout en rejetant l'hypothèse que le PCI entre au gouvernement.

Devant ce ferme refus, Berlinguer a pour la première fois envisagé, mercredi, « une majorité de rechange » sans la démocratie chrétienne, mais pour rappeler aussitôt que la « stratégie communiste restait la même ».

Mais les observateurs se demandent si ce raidissement verbal n'annoncerait pas un nouveau « petit pas » du PCI : l'entrée dans la majorité, sans ministres communistes.

• Mot d'ordre de grève générale au Pérou

Une quarantaine de centrales syndicales et de fédérations du Pérou ont lancé un mot d'ordre de grève générale pour lundi et mardi prochain. Cette grève générale a été décidée par la CGTP (Confédération générale du travail) dirigée par le Parti communiste, par une des deux centrales chrétiennes et par diverses fédérations, notamment celle des ouvriers mineurs, du secteur bancaire et des travailleurs agricoles. Elle a pour objet d'appuyer une demande d'augmentation générale des salaires, la réembauche de 5 000 travailleurs licenciés, le retour des exilés politiques, la libération des travailleurs emprisonnés et le respect des droits syndicaux.

• Etats-Unis : 7<sup>e</sup> semaine de grève des mineurs

La grève des 170 000 mineurs de charbon aux Etats-Unis qui entre dans sa septième semaine, commence à affecter sérieusement les compagnies d'électricité dans quatre Etats. Les compagnies privées d'électricité de l'Ohio, du Maryland, de Pennsylvanie et de la Virginie occidentale ont des stocks qui ne leur permettent de « tenir » qu'une trentaine de jours. La grève des mineurs affiliés à l'United Mine Workers a réduit de 60 % l'approvisionnement en charbon. Or la moitié de l'électricité aux Etats-Unis provient des centrales au charbon...

• Les militaires ferment quatre journaux en Indonésie

Quatre des plus importants journaux de la capitale indonésienne ont été fermés sur l'ordre du commandement militaire de Djakarta qui a téléphoné aux responsables de publication en leur annonçant le retrait de leur licence de publication. Aucune raison n'a été donnée pour cette fermeture.

Une conférence de presse du MAJ sur la RFA  
INNOMBRABLES MOTIFS  
D'INQUIETUDE

Hier matin, s'est tenue à Paris, à l'initiative du Mouvement d'action judiciaire, une conférence de presse sur le développement de la situation en RFA.

Michel Tubiana a, pour commencer, évoqué un paradoxe pour le moins surprenant : le procès de Klaus Croissant s'ouvrira à Stuttgart le 9 mars. Or, le Conseil d'Etat français a été saisi d'un recours concernant la légalité de son extradition. Il serait donc pour le moins logique que le Conseil d'Etat fasse connaître sa décision avant que Croissant ne soit jugé. Faute de quoi, l'on pourrait déboucher sur une situation absurde où Croissant, condamné en RFA, serait éventuellement

considéré en France comme ayant été irrégulièrement extradé ; que ferait alors la justice allemande qui s'est engagée à le juger exclusivement sur la base des considérants du décret d'extradition ?

Par ailleurs, Me Tubiana, a rappelé le caractère inadmissible des conditions de détention de Klaus Croissant qui ont déterminé une rapide altération de son état de santé. Il a souligné le caractère gratuit des tracasseries qui sont ainsi infligées aux détenus politiques, sous prétexte de veiller à ce qu'ils ne se suicident pas.

De la même façon, Verena Becker, récemment condamnée à la détention à perpétui-

té, ne peut recevoir que des membres de sa famille ; elle ne peut parler avec eux que de sujets « privés » ; toute discussion politique pourrait entraîner l'inculpation pour « complicité » de ses visiteurs.

Me Tubiana a également exprimé son inquiétude quant au sort de ses collègues Müller et Newerla, anciens membres du cabinet Croissant, actuellement emprisonnés, que le procureur fédéral Rebmann vient d'accuser d'avoir transmis des armes à Baader et ses camarades. Ils sont actuellement totalement isolés, on ne sait même pas dans quelle prison, ils sont détenus. Il a aussi rappelé que le procès de Me Groenewold qui se déroule

actuellement à Hambourg était une avant-première du procès Croissant. Il a enfin évoqué le projet de loi de la CDU/CSU que nous avons analysé il y a quelques semaines visant à systématiser le principe de la relégation ou tutelle pénale pour des « délinquants » primaires. Si cette loi était votée, un individu condamné à trois ans de détention pourrait passer treize ans derrière les barreaux.

Par ailleurs, Robert Bouré, membre du Mouvement d'action judiciaire et auteur du livre que viennent de publier les éditions Maspero sur les interdictions professionnelles (voir Rouge de jeudi 19 janvier) a présenté son ouvrage.

Alain Brossat

Le conflit vietnamo-khmer  
Quels objectifs poursuivent Hanoi et Phnom Penh ?

Trois semaines après l'éclatement public du conflit vietnamo-khmer, il est nécessaire de tenter de faire le point. Quels objectifs Hanoi et Phnom Penh peuvent-ils poursuivre ? Comment analyser le déroulement des événements ? Car enfin, le différend frontalier proprement dit semble très limité : les deux capitales se réclament du tracé né de l'épo-

que coloniale et des accords signés en 1967 entre le FNL du Sud-Vietnam et le gouvernement cambodgien. Un important désaccord persiste certes au sujet de la frontière maritime mais il est sans commune mesure avec la violence de la confrontation entre les deux régimes. Le conflit est bien politique avant d'être frontalier.

La direction du PCK accuse le Parti communiste vietnamien de vouloir imposer par la force des armes une « fédération indo-chinoise » à sa dévotion. Cette accusation ne peut être simplement écartée. L'approbation par le PCV de l'invasion, en 1968, de la Tchécoslovaquie par les forces du pacte de Varsovie constitue en effet un précédent politiquement très grave. Pour autant que l'on puisse le reconstruire, le raisonnement alors tenu par la direction vietnamienne aurait été le suivant : les Soviétiques sont responsables du pourrissement de la situation en Tchécoslovaquie. Mais le pays est maintenant prêt à basculer dans le camp occidental ce qui ouvrirait une crise majeure en Europe de l'Est. Tout doit être fait pour enrayer ce processus. S'il ne reste plus que la solution militaire, la plus mauvaise il faut l'employer.

Rien ne garantit qu'un jour le bureau politique du PCV n'applique pas à l'Indochine ce même raisonnement et n'opte pas pour la « plus mauvaise des solutions », la solution militaire. L'usage de la diplomatie secrète et le monopole étatique de l'information au Vietnam faciliteraient alors un tel choix. C'est pourquoi, il doit être clairement affirmé que le règlement du conflit politique comme du différend frontalier entre les deux régimes ne saurait en aucun cas s'opérer par l'usage de la force. Il n'y a pas de « solution » militaire acceptable. Et c'est aussi pourquoi les propositions qu'avancerait Hanoi pour assurer des « relations égalitaires » entre les deux pays doivent être rendues publiques et ne pas relever de la diplomatie secrète.

Néanmoins, les accusations lancées par Phnom Penh manquent de crédibilité. La direction vietnamienne est très probablement consciente du

prix terrible qu'elle aurait à payer pour une « solution » à la tchécoslovaque, en Indochine, dans le Sud-Est asiatique et dans le monde. Le « repli sur soi » cambodgien n'était pas en lui-même un problème tellement grave qu'il impose actuellement aux yeux de Hanoi un tel choix. Au contraire, les événements actuels grèvent sérieusement la mise en application des mesures d'urgence adoptées lors du IV<sup>e</sup> Congrès du PCV pour relever le pays de ses ruines. Ils mettent aussi en cause les succès de la diplomatie vietnamienne alors que Hanoi tente d'éviter la dégradation de ses rapports avec Pékin et cherche désespérément à passer des accords financiers, commerciaux et d'investissement avec le monde capitaliste. L'orientation vietnamienne s'est caractérisée ces dernières années par sa prudence. Il est difficilement concevable, dans ce cadre, que le bureau politique du PCV ait pris l'initiative de l'escalade militaire du conflit. Il attendait probablement le mûrissement des contradictions internes au Cambodge et l'éventuelle apparition d'une orientation alternative.

Hanoi fait pour sa part état de « documents » qui tendraient à montrer que Phnom Penh revendique en fait comme cambodgien une partie du territoire vietnamien allant parfois jusqu'à Saigon !

L'idée que la direction khmère puisse penser sérieusement conquérir, face au Vietnam, d'importants territoires n'en est pas moins elle aussi fort crédible. Mais on peut tenter de comprendre la politique de Phnom Penh à partir de trois données. L'accentuation des tensions régionales à la suite des mesures d'isolement extrêmes prises par Phnom Penh en 1975 et de la fuite vers le Vietnam de nombreux réfugiés cambodgiens. La gravité des mesures de répression sociale prises par la direction du PCK et la

nécessité pour elle d'en appeler en conséquence à la lutte contre « l'ennemi extérieur ». L'apparition de profondes divisions au sein du PCK, tant au niveau national que dans des zones frontalières où l'influence vietnamienne durant la guerre avait été la plus directe et durable. Le pourrissement du conflit devenant dans ce contexte presque inévitable. Même à en croire la chronologie des événements publiés par Phnom Penh, il est clair que l'escalade engagée le 31 décembre l'a été à l'initiative de la direction khmère. On peut en supputer les raisons. Hanoi avait, depuis septembre, pris des mesures de « rétorsion » plus dures. Elle avait aussi engagé une action auprès des gouvernements des pays « socialistes » : un mémorandum secret leur aurait été distribué soulignant la gravité de la situation. Enfin, le soutien de Pékin était acquis depuis le voyage de Pol Pot en Chine quelque trois mois auparavant et il est possible que la direction du PCK ait voulu porter un coup à l'offensive diplomatique vietnamienne en Asie du Sud-Est alors en cours. Une inconnue : l'évolution des tensions sociales et politiques au Kmapuchea.

Le but que s'est assigné la direction khmère apparaît alors comme suit : interdire toute expression d'une opposition interne au PCK, dénoncée comme « pro-vietnamienne », renforcer son contrôle sur la population dans une période difficile, faire apparaître de façon spectaculaire le soutien chinois, tout faire pour rendre impossible à l'avenir un revirement « modéré » de la politique suivie par Phnom Penh, geler l'opération engagée auprès des gouvernements des pays « socialistes » par Hanoi en faisant monter la mise.

L'objectif poursuivi par la direction vietnamienne dépas-

se aussi le seul problème frontalier. On semble convaincu à Hanoi que la solution de ce différend passe par une négociation politique plus générale. Il s'agit au minimum d'obtenir un changement d'orientation à Phnom Penh et une « normalisation » des relations entre les deux pays, avec l'espoir secret qu'une nouvelle équipe dirigeante s'imposera et opérera un tournant politique plus profond, ouvrant la voie au rétablissement de « relations spéciales » entre Phnom Penh et Hanoi.

Cet analyse du déroulement du conflit vietnamo-khmer reste évidemment hypothétique par certains aspects et sujette à discussion. Mais elle permet de comprendre la situation actuelle où les forces vietnamiennes semblent se contenter de « verrouiller » les principaux axes routiers — après avoir porté quelques coups sévères aux forces cambodgiennes — et où Pékin vient spectaculairement rappeler son soutien à la direction khmère en envoyant la vice-présidente de l'Assemblée nationale prononcer un discours en l'honneur du PCK et des combattants khmers à Phnom Penh. « L'invasion » de l'un ou l'autre pays n'est pas à l'ordre du jour ; les conditions d'une négociation globale ou du gel de la situation actuelle se négocient en force. Mais cette situation de « ni guerre ni paix » est lourde de danger, compte tenu du contexte international qui est celui du conflit sino-soviétique. Nul ne peut rester indifférent aux souffrances renouvelées des populations indo-chinoises et à ce danger de voir le conflit s'aggraver encore. L'attitude du mouvement ouvrier international n'est pas sans conséquence sur l'évolution de la situation. Tout doit être fait pour que les différends politiques et frontaliers soient réglés par voie de négociations et que l'usage des armes soit banni.

Pierre Rousset

# Après le départ de Jerusalem des négociateurs égyptiens UNE SUSPENSION BIENVENUE POUR LES ISRAËLIENS

(Suite de la page 1)

Les Israéliens ont retrouvé leur chef et les mots qu'ils aiment et qui leur donnent un sentiment d'isolement de force. Les premiers à soupirer de soulagement et à retrouver le sourire sont les colons du nord du Sinaï, du Golan et de Cisjordanie, ainsi que ceux des dirigeants du Likoud qui, comme Geula Cohen, n'ont pas réussi, ne serait-ce que pour quelques semaines, à se travestir en colombe.

Mais ce ne sont pas seulement les extrémistes du Likoud qui jubilent. La grande majorité des politiciens — et parmi eux, les dirigeants travaillistes — voient d'un œil favorable la rupture des négociations.

« On va pouvoir enfin réévaluer notre politique », déclarait, hier, avec satisfaction le professeur Arel, président de la commission des Affaires étrangères et de la défense à la Knesseth. Et les journaux de vendre-di expriment tous le sentiment que la rupture des négociations par Sadate permet enfin à Israël de se sortir d'un piège qui, s'il donnait à Israël la paix, exigeait une contrepartie inacceptable : rendre les territoires que les sionistes avaient, selon leurs termes « libérés ».

Quant à la population israélienne, elle avale sans problème les assurances officielles, à savoir que ce sont les Égyptiens qui ont provoqué la rupture par leurs exigences « exorbitantes et culottées », le mot est de Begin lui-même.

« Ils ne s'imaginaient tout de même pas que nous allions renoncer à la Judée et à la Samarie, que nous allions démanteler nos colonies, renoncer à Jérusalem, non mais ! De toutes les façons, les Arabes ne comprennent que la force, etc. » Voilà ce qu'on peut entendre à Tel-Aviv à tous les coins de rue.

## Le prix à payer

Finis les rêves, les projets de passer ses prochaines vacances à Ismaïlia, oubliés les certificats d'humanisme et de pacifisme généreusement décernés au président égyptien. Celui-ci redevient le successeur de Hitler qu'il était il y a encore deux mois. Les Israéliens ont retrouvé leur langage, celui du colon raciste, celui du ghetto assiégé... Si l'Etat sioniste n'est pas intéressé par la paix, la population israélienne, elle, n'est pas non plus mûre pour la coexistence pacifique avec les Arabes.

Et ce ne sont pas les sourires et les concessions à l'agresseur sioniste qui vont favoriser un changement qualitatif de la conscience des masses israéliennes, mais bel et bien le prix de plus en plus élevé que le mouvement national palestinien et le mouvement anti-impérialiste arabe feront payer aux masses juives, en vies humaines, en niveau de vie et en libertés démocratiques, tant que celles-ci continueront à s'identifier avec l'agression sioniste.

Michel Warchawsky



La conférence de presse de Cyrus Vance à Jérusalem après la rupture des négociations UPI)

## Barre et Teng

# « UNE GRANDE CONVERGENCE DE VUES »

Hier après-midi, Raymond Barre a déposé une gerbe à l'intérieur du mausolée dédié au « Grand Timonier » et s'est recueilli devant la dépouille de Mao. Dans la matinée, notre professeur d'économie avait eu un entretien de deux heures avec Teng Hsiao-ping qualifiés « d'extrêmement intéressants ». Selon le premier ministre, ces entretiens « très approfondis » ont fait apparaître une « grande convergence de vue ». A la suite de cette discussion, Barre a déjeuné au « Canard laqué », le plus célèbre restaurant de Pékin. Il doit de nouveau rencontrer Teng samedi matin.

La veille, lors du banquet offert en l'honneur de Barre, Teng Hsiao-Ping avait rappelé l'intérêt que porte la Chine à la construction européenne, qui doit permettre selon lui « de lutter efficacement contre la

menace d'agression et d'expansion des deux super-puissances ».

« Le danger de guerre grandit », a affirmé Teng qui a longuement insisté sur la nécessité pour les « peuples du monde et tous les pays » de former « un large front international uni contre l'hégémonisme ». Cependant, sans doute pour ne pas gêner le ministre français, Teng a évité d'attaquer plus spécialement l'Union soviétique et maintenu la balance égale entre les deux « super-puissances » (URSS et Etats-Unis). Dans sa réponse Barre a mis l'accent sur la « détente internationale » et la nécessité « d'abaisser les tensions entre les peuples ».

Par ailleurs, Teng Hsiao-Ping, lors d'une interview à la question de savoir si Pékin modifierait son attitude envers la France en cas d'arrivée de la gauche au pouvoir, a répondu : « Cela dépendra de leur

attitude (les nouveaux dirigeants) mais les peuples des deux pays ont toujours entretenu des liens d'amitié. Si l'on persiste dans une position amicale favorable à la Chine, la Chine et la France maintiendront des relations d'amitié et alors il n'y aura pas de problème ». Il n'a pas précisé si la Chine refuserait son visa à un ministre du PC, comme il l'a fait pour un journaliste de l'Humanité.

Interrogé sur une éventuelle amélioration des relations sino-soviétiques Teng a répondu : « Croyez-vous que la nature social-impérialiste de l'URSS va changer ? Moi je ne pense pas », en précisant qu'il n'y avait pas de « disputes » sur cette question au sein de la direction chinoise et en rappelant que la Chine n'avait « pas peur » d'une guerre avec l'URSS.

F.C.



## Guadeloupe

# Insolence des usiniers

La récolte de la canne à sucre va bientôt commencer en Guadeloupe. Comme chaque année, les patrons des usines à sucre expliquent aux ouvriers agricoles et aux paysans que tout mouvement revendicatif risque de remettre en cause l'existence de ce secteur.

Comme si une solidarité éternelle unissait les usiniers békés et autres et les travailleurs agricoles ! Comme si cette solidarité s'était manifestée lorsque des usines à sucre ont été fermées, lorsque les usiniers ont mécanisé la coupe de la canne : se sont-ils alors souciés du sort des travailleurs qu'ils mettaient au chômage ?

Lorsque le prix de la tonne de canne (payée à la teneur en sucre) a été maintenu pendant trois ans au même prix ? Lorsque les usiniers, malgré les subventions touchées pour la modernisation des usines, n'ont pas modifié le coefficient de partage qui détermine la répartition

du revenu entre planteurs et usiniers ?

Le pouvoir d'achat des travailleurs de la canne a diminué en 1977 : pour la survie de l'économie sucrière ?

Le patronat donne le ton. Mais les syndicats, eux, vont à la bataille en ordre dispersé. La CGT, de son côté, à rendu publiques seize revendications : parmi elles, une augmentation de 15 % des salaires, le rattrapage des augmentations du SMIC de 1977 sur l'ensemble des salaires, le paiement des primes de salissure, d'insalubrité, de travaux pénibles, des indemnités pour les transports et les repas.

Pour sa part, le Groupe révolution socialiste se bat pour des assemblées générales ouvrières et paysannes permettant aux ouvriers de formuler unitairement leurs revendications, leurs formes de lutte.

D'après « Révolution socialiste » n° 196.

# TENSIONS CROISSANTES DANS LA CORNE DE L'AFRIQUE

Va-t-on connaître une escalade dans la situation tendue que connaît actuellement la corne de l'Afrique ? Il est en tout cas patent, si l'on s'en réfère aux prises de position contradictoires qui nous viennent de cette région, que des opérations militaires de grande envergure sont en préparation. Que ce soit du côté éthiopien, où la saison des pluies finissant, l'état-major semble préparer une contre-offensive pour récupérer les positions qu'il a perdues en Ogaden. Que ce soit du côté somalien, où l'on fait valoir des risques « d'agression territoriale » à venir pour quémander, aux pays occidentaux et à leur alliés, une aide militaire substantielle. Que ce soit enfin en Erythrée, où l'offensive des fronts de libération a placé dans une position dramatique l'armée d'occupation.

Un panorama en tout cas suffisamment complexe pour qu'il se prête à toutes les opérations d'intoxication journalistique. Depuis quelques jours en effet, d'Ethiopie et son régime sont cloués au pilori et l'on fait grand cas de l'aide qu'elle reçoit de l'Union soviétique et de

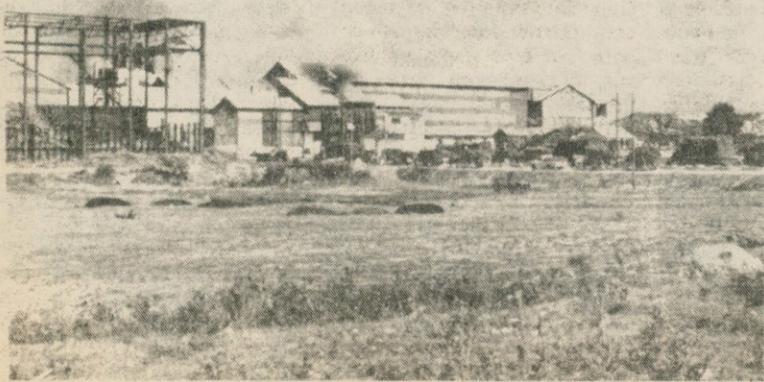
Cuba. Si les ambitions du DERG pour reconquérir les territoires perdus sont aussi réelles que l'appui militaire et diplomatique de l'URSS et de Cuba, il serait néanmoins aventureux de souscrire illico à toutes les allégations que produisent les mass media de la région.

Que le DERG désire reprendre Djijiga est une chose, qu'il convoite le port somalien de Berbera en est une autre. De même sa myopie politique et son attitude criminelle par rapport aux populations d'Erythrée sont également une évidence qui ne saurait être confondue avec le processus politique de radicalisation qui est actuellement en cours en Ethiopie et que le DERG lui-même redoute.

En fait, le véritable problème qui inquiète tant les milieux occidentaux c'est bien la vague de fond sociale qui prend son essor dans ce pays et qui, toute proportion et différence historique gardées, rappelle à bien des égards 1917 en Union soviétique. Mais il est aussi évident que le DERG et l'Union soviétique sont en train de chevaucher le mouvement. Une vérité qui peut expliquer bien

des choses et notamment la prudence des USA qui préfèrent certainement les voir freiner le processus qu'emportés par la vague. D'un autre côté, comme il est nécessaire de prévoir l'avenir, ses alliés (l'Iran, le Soudan, l'Arabie Saoudite) s'emploient à renforcer leur présence dans les territoires voisins, que ce soit en Somalie, à Djibouti ou en Erythrée. Dans le cas de cette dernière les choses sont plus complexes. Le but de l'impérialisme est, par rapport aux fronts (FLE-FPLE), de marginaliser les courants radicaux en faveur de ceux prêts à accepter l'allégeance politique de Ryad ou de Khartoum. C'est le cas pour le FLE et ce peut être pour le FPLE, qui pour ses besoins militaires est obligé d'accepter une aide de ces pays. Mais qui dit aide (comme la radio qui vient de lui être allouée par les émirats) dit aussi conditions politiques « implicites ». Et il y a là, au nom d'une lutte de libération nationale juste, de gros risques de déviation politique quant aux objectifs anti-impérialistes initiaux de son programme.

Frank Tenaille



La distribution des films, nous l'avons souvent dit ici répond à des critères de profit immédiat qui laissent à l'écart des œuvres remarquables et parfois presque toute la production d'un pays. Le cinéma soviétique est aujourd'hui presque inconnu en France. Récemment, des festivals et des programmations spéciales nous ont permis de connaître un échantillon significatif de films récents en provenance d'Union soviétique, dont nous avons parlé. Cette semaine, c'est sur un grand circuit qu'est sorti le dernier film d'un cinéaste très personnel. Espérons que le succès de celui-ci ouvrira la voie à d'autres, qui méritent aussi bien d'atteindre un grand public. Sans oublier le film inédit de Paradjanov, libéré il y a quelques jours...

## Oubli et mémoire

• « Le Miroir », un film d'Andreï Tarkovski

« Le destin nous poursuit, tel un dément, avec un rasoir à la main »...

« Le Miroir » est de prime abord un film déroutant. Car la logique qui structure le récit est celle très particulière qui régit la mémoire. Association d'idées et d'images se fondent dans l'évocation du passé par un intellectuel russe dont on ne voit pas le visage à l'écran, mais que d'innombrables références renvoient à Andreï Tarkovski lui-même.

Mais il est difficile de ne pas céder à l'envoûtement de ce film: « Le Miroir »: un titre et une démarche qui rappellent irrésistiblement Borges, l'écrivain argentin qui répète inlassablement que « le temps est oublié et mémoire ».

« Le Miroir » est une plongée dans ces moments du passé qui semblent déterminer tout le sens d'une vie. Œuvre subjective, affectivement, dans laquelle les événements familiaux s'entremêlent avec le cours de l'histoire selon une optique que

seule l'analyse de l'inconscient pourrait éclairer.

Qu'un film tel que celui-ci vienne d'Union soviétique est une heureuse surprise. Car même la connaissance des œuvres plus intéressantes réalisées ces dernières années (voir « Le cinéma soviétique, 50 ans après « le Cuirassé Potemkine », dans « Rouge » du 31 décembre dernier) ne nous avait pas préparés à pareille démonstration de liberté, et de spontanéité.

C'est curieux, d'ailleurs, que la démarche toute personnelles et subjective de Tarkovski nous apprenne par la même occasion davantage sur la réalité de son pays que d'autres œuvres aux prétentions plus historiques ou sociales. Comme quoi, encore une fois, le réalisme est un piège, la création faisant forcément appel à l'imagination et des clés d'ordre conscient. Dans un pays comme l'URSS, ou Freud et la psychanalyse restent des « produits de la décadence

bourgeoise », ceci n'est pas indifférent et donne une mesure de la place très particulière de Tarkovski dans le cinéma soviétique.

Ainsi, par exemple, cette séquence où la mère est paniquée par l'idée qu'elle a pu laisser passer une coquille dans « l'édition spéciale » d'un document officiel, qui nous en dit long sur l'ambiance qui pouvait régner dans le monde du travail à l'époque stalinienne, très différente des images d'Épinal stakhanovistes...

« Le Miroir » renoue avec « Andreï Roublev » dans sa quête permanente des racines de la création et des liens entre l'intellectuel et la société dans laquelle il vit. Question d'une persistante actualité, aussi bien à l'Est qu'ailleurs. Nous n'avons pas besoin de partager les angoisses de Tarkovski (les Chinois à la frontière sibérienne...) pour apprécier la beauté de cette évocation.

Paulo Antonio Paranagua



Margarita Terekhova, interprète à la fois la mère et l'épouse dans « Le Miroir ».

## spots

• *Incarcération et enfermement*

La quinzaine de films sur le thème « L'incarcération et l'enfermement » se poursuit au studio Jean-Renoir (43 bd de Clichy Paris IX<sup>e</sup>, tél : TRI.40.75), avec notamment des bons films de Losey, Rossen, Polanski, Loach, etc. Débat prévu ces prochains jours : samedi à 17 h 30, sur la psychiatrie, avec le Syndicat de la magistrature, Guattari, Deleuze, etc. Dimanche à 17 h, sur « Femmes, enfermement, aliénation et refus », avec le Comité d'action des prisonniers, « Histoire d'elle », « L'Information des femmes », etc. Le mardi à 23 h 30 débat sur « Prisons et réinsertion », avec le CAP, le Collectif travailleurs-justice, le Syndicat des éducateurs de probation et d'administration pénitentiaire, etc.

• *Musique de chambre à Rennes*

Comme chaque année à cette époque, la maison de la culture de Rennes propose une semaine musicale. Cette saison, l'accent a été mis sur la musique de chambre avec la participation d'orchestres internationaux : l'orchestre de chambre de Stuttgart (dir. K. Munchinger), le 28 janvier à 21 h, récital de piano avec Billard et Azais, le 31 janvier à 20 h 30, l'orchestre de chambre Bernard Thomas, soliste J-J Kantorow, le 2 février à 20 h 30, Berliner Oktett.

• *Festival du cinéma fantastique à Avoriaz*

Le Sixième Festival du cinéma se déroule en ce moment à Avoriaz, où une foule de vedettes et gens du monde des spectacles partagera son temps entre les sports d'hiver et les films présentés. « Rouge » n'y sera pas (hélas). Les Parisiens pourront voir au moins une partie de ces films les 27 et 28 janvier et les 3 et 4 février, au Berlitz.

• *Quat'pages pour Creteil*

La maison des jeunes et de la culture du Mont-Mesly (100 rue Juliette-Savar, 94000 Créteil, tél : 207.37.67) a publié le premier numéro d'un journal d'information locale intitulé « Quat'pages », mensuel. Dans l'éditorial, nous pouvons lire : « Avec l'aide des associations locales, ce journal peut devenir un instrument d'échanges, de communications qui reflète la vie de tout un quartier, ses problèmes, ses espoirs, ses combats.

Ainsi, forums, tribunes libres, articles, pourront être rédigés par les associations qui animent le Mont-Mesly, associations de locataires, de consommateurs, des femmes, de parents d'élèves, de cadre de vie et les syndicats. Ce journal offrirait alors un espace de réflexion au croisement de l'animation globale de la MJC et des aspirations profondes de ceux qui vivent au Mont-Mesly. »

## Andreï Tarkovski, un franc-tireur

Andreï Tarkovski est né en 1932, dans une famille d'intellectuels. Son père est un poète réputé, l'auteur du poème qu'on peut entendre dans « Le Miroir ». Après ses études à l'école du cinéma soviétique, il tourne « Le Violon et le rouleau » (1961). Son deuxième film, « L'Enfance d'Ivan » (1962), remporte le Lion d'Or au Festival de Venise.

Tourné en 1965, « Andreï Roublev » est le grand film qui révèle tout son talent. Ce film marque aussi le début de ses débats avec les autorités soviétiques : sa sortie sera retardée deux ans et c'est une version « écourtée » qui sera présentée à Cannes en 1969. Ce beau film sur un moine russe peintre d'icônes (Tarkovski lui-même fait de la peinture) est une interrogation sur le rôle des intellectuels, thème fort suspect pour les bureaucrates de la culture qui n'aiment pas qu'on se pose trop de questions.

Tarkovski n'est pas vraiment un dissident ou un contestataire, mais il refuse de se plier aux normes du réalisme socialiste toujours exalté en URSS. La fidélité à une inspiration personnelle, des préoccupations philosophiques et esthétiques qui sortent du ronron en vigueur dans le milieu artistique soviétique font de Tarkovski un franc-tireur dont le propos et le style le différencient nettement de ceux des autres cinéastes de son pays.

Le succès d'« Andreï Roublev » ainsi que cette attitude constante de fidélité à lui-même lui ont valu une autorité morale

incontestable. Sa voix ne s'est pas jointe au concert de condamnations qui ont accablé Paradjanov lors de son emprisonnement.

En 1972, Tarkovski a tourné « Solaris », un très long film de science-fiction, plein de discussions philosophiques, un peu trop peut-être, au point d'en faire une œuvre assez aride. « Le Miroir » date de 1974. Lors de la conférence de presse de présentation de ce dernier, Tarkovski a annoncé qu'il travaillait sur un nouveau film de science-fiction, « Stalka », qui raconte « le voyage de trois hommes dans un monde où se réalisent tous les souhaits ». Les auteurs du scénario ont vu plusieurs de leurs ouvrages interdits par la censure. Pourtant, Tarkovski s'est vu confier un assez important budget pour ce film.

Tarkovski a aussi déclaré que si « le Miroir » peut paraître un peu hermétique pour un public occidental, « en Union soviétique ce film est très clair, très compréhensible, même pour le spectateur non averti ». Lorsqu'on l'interroge sur ses difficultés, il répondit : « Je ne pense pas qu'il y ait dans le monde un seul metteur en scène qui ne connaisse pas de difficulté. Mais il n'y a pas un film que j'ai tourné contre ma volonté. Peut-être certaines difficultés viennent-elles de là. Mais comme vous pouvez le voir, j'y arrive... »

P. A. P.



Hors des sentiers battus du « réalisme socialiste » toujours en vigueur en URSS.



## La Coupe du monde de football en Argentine

# L'appel pour le boycott a heurté l'opinion publique

Peintre, écrivain, Marek Halter a lancé, à travers l'Europe entière l'idée du boycott de l'Argentine comme lieu de la Coupe du monde de football. Hier, il nous retraçait la situation intérieure de l'Argentine et les avantages que la junte mili-

taire de Videla pouvait retirer de l'organisation du Mondial. Aujourd'hui, il apporte les raisons essentielles qui l'ont conduit à lancer cette campagne, dont il donne ici un aperçu.

## Un entretien avec Marek Halter ( suite )

Cet appel pour le boycott a heurté les gens. Ils ont été touchés par quelque chose qui les sensibilisait : l'amour du sport et du football, la volonté de se retrouver au mois de juin devant les écrans de télévision pour suivre les matches. C'est cela qui a provoqué cette réaction extraordinaire beaucoup plus importante que ce que j'aurais voulu ou espéré. Je ne m'attendais pas à ce qu'un appel d'un individu puisse provoquer un tel mouvement. C'est d'ailleurs très positif : cela prouve que nous revenons un petit peu à cette disponibilité que l'on avait perdue depuis longtemps tellement nous étions contrôlés par les idéologies dominantes, officielles.

Quand j'ai rencontré, au Brésil, les responsables de la Fédération internationale de football, ils m'ont dit : « Vous avez lancé cette idée trop tard. Vous l'auriez lancée 6 mois plus tôt, vous auriez peut-être gagné. » Je savais parfaitement que j'avais très peu de chance de déplacer cette Coupe du monde qui est une machine puissante, beaucoup plus importante que les Jeux olympiques. Car les pays qui organisent les Jeux olympiques perdent de l'argent, ceux qui organisent la Coupe du monde en gagnent. Pendant la Coupe du monde, on peut faire de la publicité : tout est payé par la publicité. Ce n'est pas par hasard que Coca Cola a versé au gouvernement Videla 25 millions de dollars. Ainsi, lors de chaque retransmission des rencontres de football, Coca Cola aura droit à un spot publicitaire. Il y a trop d'intérêts là-dedans : intérêt politique, économique. Je savais parfaitement que je ne gagnerai pas.

● Précisément, sur cette question, on vous reproche avec plus ou moins de bonne foi de proposer le boycott alors qu'il paraît

être difficilement réalisable. Certains proposent même d'aller en Argentine afin de tenter de révéler tous les événements extérieurs au football et aux stades. Cette position semble être celle des Montoneros si l'on en croit leur récente prise de position...

— C'était effectivement leur position. Ils ont cru qu'en obtenant le déplacement de la Coupe du monde de football, on leur enlèverait cette caisse de résonance fantastique qu'ils auraient voulu et qu'ils voudraient exploiter. Mais, ils

Ils ne vont plus s'opposer à cette campagne surtout que maintenant je vais proposer d'autres moyens pour la continuer, y compris des manifestations symboliques. Il ne faut pas oublier que lors des Jeux olympiques de 1968, grâce à un seul geste de quelques athlètes noirs américains : le poing levé, le monde entier a découvert le problème des droits civiques aux Etats-Unis. Un seul geste a suffi, sans violence, sans rien.

A partir d'une demande, qui pouvait apparaître excessive, qui est le boycott lui-même, je pourrais baisser dès maintenant d'un cran et

palier, plus de différenciation. Au fond, d'une certaine manière, il donnait, a posteriori, raison à Andréas Baader qui disait que tous les Etats sont semblables.

En fait, le Parti communiste a abandonné cet argument. Mais il en a adopté un nouveau : ce serait le peuple argentin qui nous demande d'y aller. Comme si le PC était le seul à avoir un téléphone directement branché sur 25 millions d'Argentins. L'argument reposerait sur le fait que le Parti communiste argentin et les Montoneros le demanderaient.

Ce qui joue également, c'est la perspective des Jeux olympiques de Moscou en 1980. Si on prend en considération le problème des droits de l'homme dans un pays où doit se tenir une compétition sportive, on sera obligé de faire la même chose d'ici deux ans à Moscou. Si aujourd'hui, nous obligeons le gouvernement argentin à faire des concessions ou libérer ces 16 Français ou même ces deux religieuses, ce sera un précédent fantastique. Et c'est de quoi le Parti communiste français a très peur.

### Les services secrets soviétiques en Argentine !

● Vous êtes donc décidé à poursuivre votre action ?

— Les Soviétiques se sont rendu compte que les Jeux olympiques vont leur poser des problèmes énormes. Tout d'abord, les journalistes qui iront là-bas veulent avoir la liberté de circuler. Au début, au sein du comité préparatoire, les Soviétiques ont affirmé que les journalistes auraient ce droit, mais dans la limite des villes où auront lieu les compétitions. Les représentants des journalistes ont alors dit : nous, quand nous allons dans un pays, nous voulons pouvoir nous rendre partout. C'est avec beaucoup de réticences que les Soviétiques l'ont accepté. Mais cela veut dire que les journalistes pourront entrer en contact avec les ouvriers, avec les dissidents. Que va-t-on faire de Sakharov ? Va-t-on l'envoyer en Sibirie le temps des Jeux olympiques ?

Les Soviétiques sont tellement inquiets qu'ils ont envoyé un groupe de leurs services secrets en Argentine pour étudier comment cela va se passer !

● Paradoxalement, certains journalistes qui ne s'inquiètent guère de la situation des droits de l'homme en Argentine vous reprochent de vouloir mêler le sport et la politique à travers la campagne que vous menez. Que pensez-vous de ces critiques ?



Dessin de Ortela : « Hitler 1936 ; Videla 1978 ou le sport au service de la propagande politique »

Pour ce qui est de la Coupe du monde, ce n'est pas moi qui ai dit que cette coupe était politique. C'est Videla lui-même. C'est la junte militaire argentine qui, elle-même, a voulu transformer cette compétition sportive en opération politique. Et ils l'ont dit. Videla, comme le général Merle ou comme le général Lacoste.

A partir de ce moment-là, il n'y a pas de raison que je n'accepte pas ce jeu puisque ce jeu nous est imposé par celui qui l'organise. Le fait déjà de faire des discriminations entre les différents journalistes, de donner à certains journalistes des cartes bleues et à d'autres des cartes rouges, le fait qu'en Italie certains journalistes n'ont même pas pu obtenir une carte rouge, tout cela démontre finalement que la politique est imposée par les organisateurs de la Coupe du monde.

● Une campagne analogue à celle qui est menée en France démarre dans plusieurs pays européens...

— Oui. Il y a la Suède où existe un mouvement très développé qui a été pris en charge par les différents groupes gauchistes et par le Parti socialiste et Olaf Palme. Ce problème du boycott a même occasionné des débats à l'Assemblée et à la télévision. L'opinion publique est également mobilisée en Espagne où toute la gauche soutient nos initiatives : Felipe Gonzales a pris position pour le boycott. Différents journaux ont fait de même. Il s'est même créé dernièrement un comité de boycott en Catalogne, à Barcelone. En Hollande, la campagne commence aussi. Différents journaux se sont engagés dans cette bataille. Les dirigeants du Parti socialiste hollandais ont mobilisé aussitôt l'Internationale socialiste qui va créer une commission permanente sur les problèmes de l'Argentine, comme elle l'a d'ailleurs fait pour le Chili. Jusqu'à maintenant, il y avait un comité qui s'était créé sous l'impulsion de divers groupes gauchistes, mais maintenant la protestation s'élargit et prend vraiment une dimension nationale.

En Italie, jusqu'à mainte-

nant, la campagne a été assurée par différents groupes comme Lotta Continua.

Maintenant, je vais lancer une grande campagne nationale à travers deux journaux : « le Manifesto », d'un côté, et « l'Espresso », de l'autre, qui est un grand hebdomadaire populaire. J'ai fait de longs papiers et, d'ici une semaine, la campagne sera lancée. J'essaie également de mobiliser un petit peu l'Allemagne et l'Autriche, et le Mexique. J'ai aussi donné un entretien à « Afrique-Asie » pour le prochain numéro afin de mobiliser la Tunisie.

Je me suis rendu compte que cette campagne était quelque chose de très important pour les latinos-américains. Il s'est créé aussitôt une « identification » avec la situation en Argentine. Pour nous, ici, les problèmes des droits de l'homme en Argentine sont un peu académiques. Mais quand je parle de tous ces morts au Brésil ou au Mexique ou au Pérou, le lecteur de la presse se dit : « Mais chez nous, c'est la même chose. » Pour eux, lutter contre la répression en Argentine, c'est aussitôt identifier ce combat avec celui de leur propre pays. C'est-à-dire qu'ils auront conscience que si l'on gagne quelque chose contre l'Argentine, ils pourront également vaincre dans leur pays.

● Votre opinion sur le fameux tirage au sort de samedi dernier ?

— Cela a prouvé encore une fois que le sport n'est pas seulement le sport. Les gens disaient : le sport échappe à tout. Havelange, le président de la FIFA, a dit à la télévision française, devant des millions de téléspectateurs : pas question, c'est un problème économique !

Alors, quand l'on voit, à cette occasion cette manipulation, par et pour l'argent, que tout le monde est obligé de reconnaître, on se rend facilement compte qu'il pourrait également y avoir une manipulation politique...

(Propos recueillis par Denis Caron)

## 65 % des français pour la participation en Argentine

Selon un sondage SOFRES publié cette semaine par le « Nouvel Observateur », 65 % des Français seraient favorables à la participation de l'équipe de France à la Coupe du monde en Argentine, 20 % y seraient opposés et 15 % n'auraient pas d'opinion précise. Ce sont les jeunes (de 18 à 34 ans) qui seraient les plus enclins à ce que l'équipe de France se rende en Argentine. Par contre les plus âgés (65 ans et plus) seraient plus favorables au boycottage. Enfin, parmi les opinions politiques des personnes interrogées, on notera que ce sont les partisans du RPR qui sont le plus favorables à la participation (75 %), puis viennent dans l'ordre décroissant le PR (67 %), le PS (65 %) et le PC (61 %).

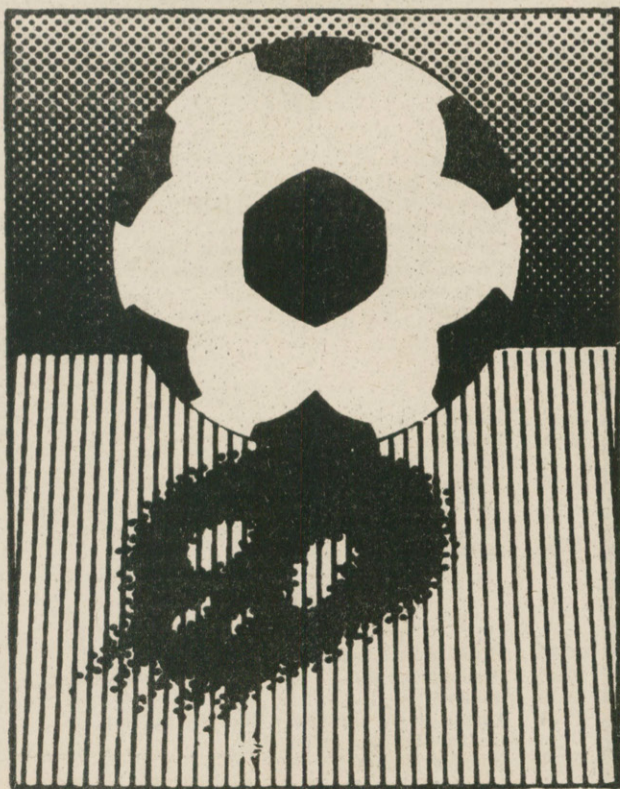
L'enseignement qu'en tire Marek Halter ? « C'est qu'il est très difficile de faire comprendre aux gens que la mort des autres, ceux qui sont loin, c'est un peu notre propre mort. C'est aussi parce que nous ne contrôlons pas les médias. Pour une déclaration ou un article comme celui-ci, il y a 10, 20, 100 déclarations abrutissantes... »

viennent de se rendre compte, avec toute la propagande et toutes les informations qu'ils essaient de faire passer dans la presse depuis un an et demi, qu'ils ont bien moins réussi que nous, qui nous attaquons à quelque chose qui est sacré : le sport.

demandeur une sorte de chantage pour les droits de l'homme. Ainsi, les équipes pourraient demander, en échange de leur participation, une libéralisation sur certains plans, une libération des prisonniers politiques. Cela pourrait se faire et aurait certainement un impact fantastique. Toute l'opposition en Argentine a bien conscience de l'importance que cela pourrait avoir.

● Le Parti communiste français, par la voix de son secrétaire général, a déclaré, le lendemain de la victoire de l'équipe de France sur la Bulgarie, que la France devait participer à la phase finale de la Coupe du monde. Il s'abritait derrière une argumentation surprenante selon laquelle il ne serait pas possible de jouer dans aucun pays si l'on devait boycotter l'Argentine...

— La première réaction de Georges Marchais était celle-ci. Mais je crois qu'il s'est très vite rendu compte que cette position pouvait être dangereuse. En mettant sur le même plan tous les pays, il mettait sur le même plan Brejnev et Pinochet, Gierak et Videla. Cela voulait dire qu'il n'y avait plus de



Affiche appelant au boycott de la Coupe du monde